



Abdelmoumen Ould Kaddour affirme

Sonatrach «appartient totalement et pour toujours à l'Etat algérien»

Le groupe Sonatrach «appartient totalement et pour toujours à l'Etat algérien», a affirmé, jeudi à Hassi R'mel, son P-DG, Abdelmoumen Ould Kaddour. «Le groupe Sonatrach appartient à 100% à l'Etat et appartiendra toujours à 100% à l'Etat et il n'y a pas de négoce dans cela», a indiqué le premier responsable du groupe à la presse en marge d'une visite de travail à Hassi R'mel.

Page 2

Pour s'engager sur d'autres terrains

Said Sadi annonce son retrait du RCD

Page 24



Les exportations algériennes en agrumes ont connu une baisse en 2017 en raison d'un manque d'organisation dans cette filière et de lacunes en matière des normes exigées par le marché mondial, a affirmé, jeudi à Alger, un responsable de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex). Intervenant lors d'une journée consacrée aux potentialités et perspectives d'exportation des agrumes, le secrétaire général d'Algex, Hocine Boubtina, a indiqué que les exportations

Santé, enseignement supérieur, éducation... Front social : vers l'apaisement ?

Le Front social est dans tous ses états, depuis plusieurs semaines. Certains syndicats ont opté pour le dialogue, d'autres pour l'escalade, alors que le gouvernement, à travers les ministères concernés, tente de contenir la colère des travailleurs en optant pour l'apaisement. Si les médecins résidents et le Cnapeste tiennent toujours à leur mot d'ordre de grève, les hospitalo-universitaires, les spécialistes et les sages-femmes ont préféré la concertation en vue de parvenir à une solution consensuelle, dans cette conjoncture économique difficile.

Page 3



Le taux de refus était de 20 %
L'Espagne a délivré 100 000 visas l'année dernière



Page 2

En raison de lacunes en matière des normes Baisse des exportations algériennes en agrumes

des agrumes se sont établies à 20 304 dollars en 2017 contre 42 921 dollars en 2016, précisant que les principaux clients sont les pays du Golfe.

Par catégories, les exportations des oranges ont totalisé un montant de 10 589 dollars en 2017, soit 52% du total des exportations algériennes en agrumes.

Les exportations des mandarines se sont chiffrées à 8.351 dollars alors que celles du citron ont été de 1 279 de dollars, a-t-il détaillé lors de cette rencontre organisée par Algex en collaboration avec l'Association professionnelle agricole des agrumiculteurs de la wilaya d'Alger (Apaawa). Le Qatar est le premier client de l'Algérie en matière des agrumes avec une valeur de 8 943 dollars

(44% des exportations), suivi des Emirats arabes unis avec 6 133 dollars (30%) et d'Oman pour 5 104 dollars (25%).

Les participants à cette rencontre ont relevé l'importance socio-économique de la filière de l'agrumiculture et la nécessité du passage de cette filière, basée sur le marché local, à une dynamique axée sur l'avantage comparatif et orientée vers l'exportation.

Selon M. Boubtina, cette baisse des exportations témoigne de l'existence de contraintes en citant le manque d'organisation au niveau des professionnels de la filière, l'absence d'une visibilité sur les capacités d'exportation et la nécessité de répondre aux normes internationales.

Page 4

Pour améliorer le service

600 motos et bicyclettes pour Algérie Poste

Les services postaux opérationnels à travers tout le territoire du pays seront dotés "avant la fin du mois de février en cours de 600 motos et bicyclettes", a annoncé jeudi à Guelma le ministre de la Poste, et des Technologies de l'information et de la communication, Imane Houda Feraoun.

Page 2



Abdelmoumen Ould Kaddour affirme

Sonatrach «appartient totalement et pour toujours à l'Etat algérien»

Le groupe Sonatrach «appartient totalement et pour toujours à l'Etat algérien», a affirmé, jeudi à Hassi R'mel, son P-DG, Abdelmoumen Ould Kaddour.



Par Massi Salami

«Le groupe Sonatrach appartient à 100% à l'Etat et appartiendra toujours à 100% à l'Etat et il n'y a pas de négoce dans cela», a indiqué le premier responsable du groupe à la presse en marge d'une visite de travail à Hassi R'mel.

M. Ould Kaddour faisait allusion à l'information donnée récemment par des médias, selon laquelle la compagnie serait en discussion avec des partenaires pour céder des parts et changer le contrôle de certaines de ses filiales.

Suite à l'entretien accordé lundi dernier par le vice-président Activité, exploration et production de Sonatrach, Salah Mekmouche, à une émission de la Radio nationale, Sonatrach avait alors démenti formellement l'information relayée dans certains médias selon laquelle Sonatrach serait en discussion avec des partenaires pour céder des parts de l'entreprise ainsi que le changement de contrôle de certaines de ses filiales.

A ce propos, M. Ould Kaddour a expliqué à la presse, que Sonatrach travaille avec

des partenaires et partage les risques liés aux investissements.

«C'est une stratégie économique. Nous essayons de ramener des partenaires pour partager le risque avec eux. C'est du business. Mais de là, à céder des champs ou autres, nous n'en avons jamais parlé», a-t-il soutenu, en affirmant que les propos de M. Mekmouche avaient été totalement déformés. Pour le P-DG de Sonatrach, faire participer un partenaire dans la prospection et le développement d'un champ comporte l'avantage de l'accès à la technologie et à des fonds. L'orateur a indiqué, par ailleurs, que le développement de la pétrochimie par le groupe pétro-gazier public Sonatrach sera «un des fers de lance du développement économique du pays».

M. Ould Kaddour a relevé que, dans ce sens, le groupe a «bien avancé» sur deux ou trois projets.

«Avant la fin de l'année en cours, on signera au moins un gros contrat de pétrochimie. Si nous arrivons à le faire, il faudrait que l'ensemble des Algériens en soient fiers, parce que c'est comme cela que nous arriverons à avoir une valeur

ajoutée sur nos ressources naturelles», a déclaré M. Ould Kaddour à la presse.

Le responsable a, de même, souligné qu'un plan de développement 2018-2022 de Sonatrach est déjà défini, portant sur des investissements de l'ordre de 56 milliards de dollars. A cet effet, il a assuré que Sonatrach communiquera prochainement une date où les projets à mettre en oeuvre et les changements à opérer dans l'activité du groupe, dans le cadre de ce plan de développement, seront présentés.

En réponse à une question sur la part que prendront les entreprises nationales dans la mise en oeuvre de ce plan de développement, le même responsable a déclaré qu'elle «est importante».

«Chaque dinar que nous dépensons ici est un dinar que nous ne transférerons pas à l'étranger et une devise que nous conserverons», a-t-il ajouté à ce sujet.

Il a, d'ailleurs, rappelé le projet portant raccordement de 50 puits producteurs sur les 154 existants du champ gazier de Tinhert (Illizi) à travers un réseau de collecte d'une longueur cumulée de 330 km, dont la réalisation a été accordée à

des entreprises publiques nationales.

En effet, en décembre dernier, Sonatrach avait signé cinq contrats avec Engtp, GCB, Enac, Infratelle et Cosider canalisation pour la réalisation de ce projet.

A ce propos, il a signifié que si le groupe avait lancé à la place un avis d'appel d'offres, des entreprises étrangères auraient pu décrocher le marché en proposant une offre moins distante et alors, elles auraient été rémunérées en devises étrangères pour la réalisation de ce réseau de collecte.

Par contre, a-t-il poursuivi, le projet tel qu'il a été décidé de le réaliser actuellement sera financé exclusivement en dinar en faisant en sorte que «la quantité de devises, qui est encore là, servira à d'autres développements».

Par ailleurs, en rapport aux différentes installations de Hassi R'mel qu'il a visitées en compagnie des cadres de Sonatrach, des représentants des autorités locales et militaires, le P-DG a salué les «progrès énormes» qu'enregistrent le groupe et les entreprises algériennes du secteur, alors que l'Algérie est encore un jeune pays.

Il a également appelé, durant sa visite, l'ensemble des travailleurs à continuer à agir ensemble et avec la même dévotion pour le bien du groupe et du pays.

Concernant le gazoduc GR5 qu'il avait inauguré en début de sa visite, M. Ould Kaddour a souligné qu'il a été réalisé entièrement par des entreprises algériennes y compris le pipe, en ajoutant qu'il permettra au groupe d'atteindre 135 milliards de m³/an de production gazière au niveau national alors que les capacités de transport sont, elles, de l'ordre de 95 milliards de m³/an.

Cela permettra, selon lui, de répondre aux besoins locaux estimés à 45 milliards de m³ par an, ainsi que ceux des partenaires étrangers qui importent le reste.

M.S.

Pour améliorer le service 600 motos et bicyclettes pour Algérie Poste

Les services postaux opérationnels à travers tout le territoire du pays seront dotés «avant la fin du mois de février en cours de 600 motos et bicyclettes», a annoncé, jeudi à Guelma, la ministre de la Poste, et des Technologies de l'information et de la communication, Imane Houda Feraoun.

Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une visite de travail dans cette wilaya, la ministre a indiqué que ces engins sont produits localement dans le complexe de fabrication de motos Cycma de Guelma, ajoutant qu'un autre quota de 700 scooters fabriqués par cette même entreprise sera livré aux services postaux «entre les mois d'avril et mai prochains».

Cette opération s'inscrit dans le cadre «des efforts d'amélioration et de modernisation des services dans les Postes de l'Algérie à travers la mobilisation, entre autres, de moyens de travail pour les facteurs», a souligné la ministre, affirmant que ces acquisitions viennent en prévision d'une vaste opération de recrutement que le secteur de la Poste et des TIC s'apprête à lancer pour plusieurs postes dont celui des facteurs.

«Si ce matériel donnera satisfaction du point de vue qualité, le complexe Cycma deviendra partenaire du secteur et d'autres commandes seront formulées pour soutenir la production nationale et en même temps améliorer le service du secteur des postes», a-t-elle déclaré.

La ministre s'était rendue dans le cadre de son programme de visite dans la wilaya de Guelma, au complexe Cycma pour s'enquérir de l'avancement de l'opération de fabrication du premier quota de bicyclettes et motos, où elle a reçu des explications sur place sur l'avancement de la commande de son département formulée auprès de cette entreprise.

La ministre a également donné le coup d'envoi à la commune Héliopolis du chantier d'installation de la fibre optique entre Guelma-Souk Ahras sur un linéaire de 78 km pour un investissement avoisinant les 135 millions de dinars. Ce projet vise à assurer une meilleure sécurisation du réseau des télécommunications par fil et sans fil entre les wilayas de l'est du pays tout en améliorant le service en matière dans les régions enclavées. Dans la même commune, située à 5 km au nord de Guelma, la ministre qui a procédé au lancement des travaux de raccordement de la cité 250 Logements (Benteboula Saïï) à la fibre optique, a indiqué que la wilaya a bénéficié dans une première étape d'une opération de raccordement de 4 132 logements en cette technologie de pointe dans les communes de Guelma, Boumahra Ahmed, Belkheir et Héliopolis.

H. M.

Le taux de refus était de 20 %

L'Espagne a délivré 100 000 visas l'année dernière

Par Karima Nacer

Le consulat d'Espagne a délivré 100 000 visas Schengen en 2017 pour les Algériens, a déclaré l'ambassadeur espagnol, Santiago Cabanas Ansorena, en marge de l'inauguration, à El Biar Alger, d'un nouveau centre de demande de visa pour l'Espagne en Algérie, BLS géré par BLS International.

M. Cabanas Ansorena s'est dit «convaincu que ce nouveau centre va offrir le meilleur service et une meilleure attention aux Algériens qui voudront visiter l'Espagne. Cela vaudra dire qu'on va renforcer les liens entre l'Espagne et l'Algérie.

Les rapports personnels sont en effet, la base de l'amitié entre nos deux pays». «Nous sommes très contents que les Algériens veulent visiter l'Espagne», a-t-il encore déclaré. Et d'ajouter : «En renforçant les liens entre les personnes, on va réussir à renforcer la coopération bilatérale entre tous les domaines. Nous avons beaucoup de travail à faire. Nous sommes décidés à améliorer les services consulaires qui s'occupent des demandes de visa. Parce que cela touche directement les citoyens algériens», a-t-il insisté.

En 2017, l'Espagne a délivré 100 000 visas aux Algériens selon Ansorena, qui ajoute que le taux de

refus se situe entre 15 à 20%.

De son côté, le directeur de BLS International au niveau de la Zone Moyen-Orient et Afrique du Nord, a indiqué, lors de son intervention, que «jusqu'à novembre 2017, nous avons traité plusieurs milliers de demandes de visas. Nous sommes toujours en quête de l'amélioration à travers l'innovation de la technologie en matière d'expérience d'utilisateurs. Nous sommes présents dans cinq continents, et c'est un privilège pour nous d'être en Algérie». M. Shikhar Aggarwal, directeur général adjoint à BLS International a fait part d'une capacité de traitement de demandes de visa de 300 par jour et 150 000 par an. Cette structure per-

mettra un traitement «plus fluide» des demandes pour tous types de visas, entre autres, les visas touristiques, d'affaires, familiaux ou de transit en Espagne, a-t-on expliqué auprès de BLS International.

Le prestataire BLS International a, faut-il le rappeler, deux centres de collecte de demandes de visa pour l'Espagne en Algérie. L'un à Oran pour gérer les demandeurs issus de 15 wilayas de l'Ouest et celui d'Alger pour gérer le reste.

Le Centre de demande dispose d'un personnel bien formé pour traiter les demandes des requérants, tandis que le site Web (www.blsinternational.com) est informatif et ergonomique.

Le nouveau centre est équipé d'installations ultramodernes qui comportent des prestations permettant le suivi de toutes les étapes de la demande de visa jusqu'à la livraison du passeport. Aussi, il a la capacité de desservir d'autres pays Schengen avec l'accord préalable de la mission espagnole.

A l'échelle internationale, BLS International sert les gouvernements clients via des centres de demande de visa et de passeport en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient pour plus de 36 gouvernements clients.

K.N.

Santé, enseignement supérieur, éducation...

Front social : vers l'apaisement ?

Le Front social est dans tous ses états, depuis plusieurs semaines. Certains syndicats ont opté pour le dialogue, d'autres pour l'escalade, alors que le gouvernement, à travers les ministères

concernés, tente de contenir la colère des travailleurs en optant pour l'apaisement. Si les médecins résidents et le Cnapeste tiennent toujours à leur mot d'ordre de grève, les hospitalo-univer-

sitaires, les spécialistes et les sages-femmes ont préféré la concertation en vue de parvenir à une solution consensuelle, dans cette conjoncture économique difficile.

Après les mises en demeure de Benghebrit

Des milliers d'enseignants reprennent le travail



Par Karima Nacer

Les menaces de la ministre de l'Education nationale de licencier des enseignants en grève depuis le 26 novembre, semblent avoir eu l'effet escompté. Des milliers d'enseignants ont repris leurs postes de travail après réception des mises en demeure envoyées par le ministère de l'Education nationale.

La tutelle ne semble pas près de faire machine arrière. Après l'appel à la sagesse et au dialogue,

la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a adopté un ton ferme contre le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste). D'ailleurs, elle a lancé les procédures pour les mesures disciplinaires contre les enseignants à Blida et Béjaïa, d'autant que leur grève est «illégal». Effectivement, après les mises en demeure, la ministre a promis de radier les enseignants qui ne reprennent pas les bancs de l'école d'aussitôt.

Une politique qui semble per-

suader les grévistes de cesser le bras de fer et penser à leur avenir. «Nous avons entamé la procédure par l'envoi de mises en demeure aux enseignants grévistes les enjoignant de reprendre les cours. Et je peux dire que des milliers regagnent quotidiennement leurs postes de travail», selon l'inspecteur général du ministère, Nadjadi Messeguem. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III, il a cité, à l'occasion, le cas de plus de 2 000 enseignants qui ont rejoint, mercredi dernier, leur travail.

M. Messeguem, a précisé qu'environ 500 à 600 enseignants de la wilaya de Blida risquent la radiation.

Selon le même responsable, le ministère est en droit d'user de ce moyen légal pour mettre fin à ce mouvement de protestation que la justice a déclaré illégal, a-t-il rappelé, faisant appel, encore une fois, à la sagesse des enseignants afin d'éviter, a-t-il dit, la radiation.

Excluant l'hypothèse de l'année blanche, il a estimé que les élèves sont victimes et pris en otage par ce mouvement. Il a assuré, à cet effet, que ces élèves iront aux examens scolaires dans de très bonnes conditions. «L'Office nationale des examens et concours prépare sereinement les examens scolaires, a-t-il assuré, affirmant que les commissions d'inspecteurs et d'enseignants sont en train de préparer les sujets».

L'inspecteur général du ministère a rappelé, dans ce cadre, que la tutelle a fait appel aux vacataires pour dispenser des cours, afin de rattraper le retard enregistré, à l'instar de la wilaya de Blida où 426 enseignants remplaçants ont été recrutés.

Les grévistes de la wilaya de Tizi Ouzou ont, eux aussi, été remplacés, a-t-il ajouté, précisant que des inspecteurs ont été réquisitionnés afin de suivre le travail de ces vacataires, à travers, entre autres, des visites aux enseignants en classe et la tenue des journées pédagogiques.

Concernant les autres wilayas où les enseignants ont amorcé aussi la grève depuis le 30 janvier dernier, en solidarité avec ceux de Béjaïa et Blida, «nous ne sommes pas inquiets, puisque nous sommes à une semaine d'arrêt seulement, a-t-

il noté, relevant, néanmoins, qu'un dispositif a été mis en place si la situation venait à perdurer. «Le droit de grève est constitutionnel, mais nous souhaitons qu'il soit mieux réglementé, parce que nous considérons que le texte régissant ce droit comporte, actuellement, des lacunes», a-t-il suggéré, soulignant que dans beaucoup de pays, la grève est interdite dans le secteur de l'éducation.

De son côté, la Fédération nationale des associations de parents d'élèves, a estimé que la grève ouverte initiée par le Cnapeste est «un comportement immoral et porte atteinte à la déontologie du métier d'enseignement». Sa présidente, Djamilia Khiar, a considéré que la notion de grève ouverte n'existe pas légalement, mais qu'il existe des voies et des méthodes limitées dans le temps et dans l'espace pour formuler des revendications sans porter atteinte aux intérêts du maillon faible de la chaîne, qui est l'élève. Elle a appelé à la prise de décisions rapides pour garantir le droit à la scolarité de l'élève et le retour de ce dernier aux bancs de l'école qui est un droit garanti par la Constitution et la principale préoccupation actuelle de la Fédération est l'élève et la défense de ses droits. Mme Khiar a fustigé des parties, appelant les élèves à ne pas retourner à leurs écoles, à manifester dans les rues et à frapper et chasser les enseignants vacataires, comme elle a invité les directions de l'éducation au niveau des wilayas à exercer un contrôle rigoureux face aux cas de vacance constatés dans certains établissements scolaires.

K. N.

Alors que les médecins résidents poursuivent la grève

Les pouvoirs publics optent pour la voie du dialogue

Par S. A. Mohamed

Alors que les médecins résidents semblent décidés à poursuivre leur mouvement de grève au motif de l'«échec» des rencontres dans le cadre de la commission intersectorielle, les pouvoirs publics continuent à privilégier la voie du dialogue.

Dans ce cadre, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a reçu, mercredi après-midi, le président du Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (Snpspp), Mohamed Yousfi, alors que celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a tenu, jeudi au siège de son département ministériel, une réunion avec les membres du bureau national du Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu). La

rencontre de Hasbellaoui avec le Snpspp, s'inscrit dans le cadre du dialogue «permanent» avec l'ensemble des partenaires sociaux, a indiqué jeudi un communiqué du ministère. Cette audience a permis de noter «une identité des points de vue» concernant notamment la nécessité pour le médecin de se réapproprier «sa juste place» dans la société dans le cadre d'une «approche normalisée» prenant en ligne de compte les besoins de la population, a précisé la même source. Les deux parties ont discuté de la nécessité de «normaliser et de hiérarchiser la pyramide» des soins pour améliorer la prise en charge des usagers de la santé dans le cadre «des directives» relatives à la modernisation du secteur de la santé, a ajouté le communiqué du ministère. Le président du Snpspp a tenu à mettre en exergue le travail de partenariat «réel et constructif» qui a caractérisé ces dernières années les rela-

tions entre le Snpspp et le ministère de la Santé sur la base d'un «dialogue franc, sincère et transparent», est-il souligné. Par ailleurs, de nombreux points en rapport avec la condition socioprofessionnelle du praticien spécialiste de santé publique ainsi que le déroulement de sa carrière professionnelle ont été abordés, a conclu la même source. La rencontre de Hadjar avec les membres du Snechu s'inscrit, quant à elle, dans le cadre des rencontres périodiques qu'organise le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avec les syndicats agréés du secteur. Elle a permis selon un communiqué du ministère, d'examiner plusieurs points, notamment le statut de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire. La retraite, le concours d'accès aux grades de maître-assistant, la promotion au rang de maître de conférence et professeur, les comités pédagogiques de graduation et la

projection hospitalière des enseignants des sciences fondamentales ont été également parmi les points évoqués lors de cette réunion, note le communiqué. Parmi les principales revendications exprimées par le Snechu figure «l'augmentation des pensions de retraite des enseignants et chercheurs universitaires de 55 à 80% du salaire à l'instar des autres secteurs de la Fonction publique». Ce syndicat appelle également à «améliorer les conditions de travail des enseignants et chercheurs hospitalo-universitaires pour une prise en charge optimale des malades» et à «fixer les conditions permettant de bénéficier de promotions professionnelles». Pour rappel, dès sa nomination, le ministre de la Santé avait indiqué que le dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux est une «option stratégique» du gouvernement.

S. A. M.

En raison de lacunes en matière des normes

Baisse des exportations algériennes en agrumes

Les exportations algériennes en agrumes ont connu une baisse en 2017 en raison d'un manque d'organisation dans cette filière et de lacunes en matière des normes exigées par le marché mondial, a affirmé, jeudi à Alger, un responsable de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).



Intervenant lors d'une journée consacrée aux potentialités et perspectives d'exportation des agrumes, le secrétaire général d'Algex, Hocine Boubtina, a indiqué que les exportations des agrumes se sont établies à 20 304 dollars en 2017 contre 42 921 dollars en 2016, précisant que les principaux clients sont les pays du Golfe.

Par catégories, les exportations des oranges ont totalisé un montant de 10 589 dollars en 2017, soit 52% du total des exportations algériennes en agrumes.

Les exportations des mandarines se sont chiffrées à 8.351 dollars alors que celles du citron ont été de 1 279 de dollars, a-t-il détaillé lors de cette rencontre organisée par Algex en collaboration avec l'Association professionnelle agricole des agrumiculteurs de la wilaya d'Alger (Apaawa).

Le Qatar est le premier client de l'Algérie en matière des

agrumes avec une valeur de 8 943 dollars (44% des exportations), suivi des Emirats arabes unis avec 6 133 dollars (30%) et d'Oman pour 5 104 dollars (25%).

Les participants à cette rencontre ont relevé l'importance socio-économique de la filière de l'agrumiculture et la nécessité du passage de cette filière, basée sur le marché local, à une dynamique axée sur l'avantage comparatif et orientée vers l'exportation.

Selon M. Boubtina, cette baisse des exportations témoigne de l'existence de contraintes en citant le manque d'organisation au niveau des professionnels de la filière, l'absence d'une visibilité sur les capacités d'exportation et la nécessité de répondre aux normes internationales.

Evoquant le marché mondial, il a précisé qu'en terme de quantité, les exportations mondiales d'agrumes ont atteint 16,63 millions de tonnes en 2016 et dont l'Espagne est le premier exporta-

teur mondial avec une valeur exportée de 3,5 milliards de dollars, soit 25,8% de l'offre mondiale de ce produit.

Plus d'un million de quintaux dans la wilaya d'Alger

Pour sa part, le directeur de service agricole de la wilaya d'Alger, Bouaziz Naoui, a présenté un état des lieux de secteur agricole dans cette wilaya en soulignant qu'elle possède une superficie agricole globale de 32 526 ha dont une superficie agricole utile de 28 870 ha.

Dans cette wilaya, l'agrumiculture occupe une superficie agricole de 5 730,6 ha, soit 17,62% de la superficie agricole totale de la wilaya d'Alger.

La production agrumicole a été estimée à 1 005.045 quintaux (q) en 2017 contre 962 340 q en 2016.

Pour M. Naoui, le produit algérien est apprécié à l'étranger et il s'agit de s'organiser et d'ac-

compagner les exportateurs des agrumes.

De son côté, le président de l'Apaawa, Ali Salmi, a appelé à plus de concertation entre les différents acteurs afin de promouvoir les exportations des agrumes.

Pour sa part, le directeur de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (Itafv), M. Rabhi, a évoqué les contraintes portant sur le foncier, la faible intégration des différents segments de la filière, l'insuffisance de concertation entre les acteurs et opérateurs en amont et en aval de la filière et la mauvaise gestion des ressources hydriques.

Il s'agit également de vieillissement du verger d'agrumes qui est caractérisé par une faible cadence de renouvellement des plantations avec un niveau de productivité inférieur au seuil de rentabilité économique normative de 30 à 40 tonnes/ha.

Il a aussi cité les contraintes techniques liées à l'insuffisance de l'application de l'itinéraire technique.

Selon cet institut, à travers le pays, l'agrumiculture occupe 0,7% de la superficie agricole utile, tandis que la superficie totale est de 67 190 ha dont 59 935 ha de superficie productive, avec une prédominance des oranges navels et clémentines.

Pour ce qui est de la production, elle a connu une évolution entre 2007 et 2015 en passant de 6 millions de quintaux à 13 millions de quintaux en 2015.

Concernant l'analyse de la structure variétale des agrumes, il est relevé une prédominance des variétés précoces qui assurent une disponibilité de fruits au moment où l'étagère fruitière est réduit mais peu diversifiée, une faiblesse des variétés de saison qui devraient assurer la soudure entre les variétés précoces et celles tardives, une faiblesse des superficies des variétés tardives qui devraient permettre un échelonnement de la disponibilité des agrumes jusqu'à la fin du mois de juin et une faiblesse des superficies réservées aux citronniers et pomelos.

K. M.

Les 12 et 13 février prochain en Egypte

L'Algérie participe au Salon international des hydrocarbures

La 2^{ème} édition du Salon international des hydrocarbures en Egypte (Egypt petroleum show-EGYPS2018) se tiendra au Caire les 12 et 13 février en cours, avec la participation du ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a indiqué jeudi le ministère dans un communiqué.

A cet effet, M. Guitouni participera à un panel ministériel intitulé «Inspirer, diriger et créer des opportunités qui transformeront le paysage mondial» auquel participeront nombre de ses homologues, notamment ceux d'Egypte, du Venezuela, de l'Irak, d'Afrique du Sud et de Guinée équatoriale, précise la même source.

Au cours de leurs échanges, les panélistes aborderont des thèmes liés à la nécessité de mettre en oeuvre des partenariats à même de renforcer les fondamentaux économiques de l'industrie énergétique et pétrolière de façon à créer de la richesse tout en s'inscrivant dans les impératifs du développement durable.

R. E.

Selon la Banque d'Algérie 20 banques et neuf établissements financiers activent en Algérie

La place bancaire compte actuellement un total de 29 banques et établissements financiers en activité en Algérie, selon une décision de la Banque d'Algérie portant publication des deux listes des banques et établissements financiers agréés au 2 janvier 2018, publiées au *Journal officiel* n° 4.

Au nombre de 20, les banques sont composées de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), Banque nationale d'Algérie (BNA), Crédit populaire d'Algérie (CPA), Banque de développement local (BDL), Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr), Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep Banque), Banque Al Baraka d'Algérie, Citibank N.A Algeria (succursale de banque), Arab Banking Corporation-Algeria, Natixis-Algérie, Société Générale-Algérie, Arab Bank Plc-Algeria (succursale de banque), BNP Paribas Al-Djazaïr, Trust Bank-Algeria, The Housing bank for trade and finance-Algeria, Gulf Bank Algérie, Fransabank Al-Djazaïr, Crédit agricole corporate et investment Bank-Algérie, HSBC-Algeria (succursale de banque), et Al Salam Bank-Algeria.

Quant aux établissements financiers, ils sont au nombre de neuf.

Il s'agit de la Société de refinancement hypothécaire (SRH), la Société financière d'investissement, de participation et de placement (Sofinance-Spa), Arab Leasing Corporation (ABC), Maghreb Leasing Algérie (MLA), Cetelem Algérie, Caisse nationale de mutualité agricole (Cnma), Société nationale de leasing, Ijar leasing Algérie et El Djazaïr Ijar.

O. K.

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 65 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient pour la cinquième séance consécutive jeudi en cours d'échanges européens alors que la hausse de la production américaine désarçonne les investisseurs qui tablaient sur une hausse des prix.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 65,02 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 49 cents par rapport à la clôture de mercredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mars cédait aussi 49 cents à 61,30 dollars.

Les prix du brut, qui avaient atteint leurs plus hauts depuis décembre 2014, il y a deux semaines, ont chuté de plus de 8% depuis. Le Brent a atteint vers 10h25 GMT

son plus bas depuis un mois et demi à 65,01 dollars, tandis que le WTI a touché 61,22 dollars, à son plus bas depuis un peu plus d'un mois.

«Les données hebdomadaires sur les réserves américaines de mercredi ont confirmé les chiffres mensuels pessimistes de l'EIA (Agence américaine d'information sur l'énergie) de la veille», a résumé un analyste.

Les deux rapports ont confirmé la hausse de la production américaine, l'hebdomadaire faisant même état pour la première fois d'une production dépassant les 10 millions de barils par jour en moyenne.

«Il faut se rappeler que cette hausse de la production s'explique par les gains des prix de 2017, alors que la dernière hausse (entre mi-décembre et janvier, Ndlr) donnera certainement lieu à une nouvelle crise de

croissance au deuxième semestre 2018», ont prévenu des analystes.

«Il y a un risque réel de surproduction si l'Opep n'accepte pas de perdre des parts de marché», ont résumé d'autres analystes.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'est déjà associé à dix autres producteurs, dont la Russie, pour limiter sa production et rééquilibrer le marché.

Mais la hausse des prix entraînée par cette mesure, appliquée depuis début 2017, a permis aux producteurs indépendants américains de relancer leurs coûteuses exploitations de pétrole de schiste. L'accord de l'Opep a déjà été renouvelé deux fois et court actuellement jusqu'à fin 2018.

Par ailleurs, la force du billet vert pèse sur les investisseurs qui utilisent d'autres devises pour acheter des barils dont le prix est établi en dollar.

K. O.

Selon Youcef Yousfi

La production d'or en Algérie devrait atteindre 286 kg

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a annoncé jeudi que l'Entreprise d'exploitation des mines d'or Enor (filiale du groupe Sonatrach) connaîtrait une embellie financière continue en 2018, avec une production aurifère qui devrait atteindre 286 kg.



Répondant à une question du député Baba Mohamed Ali (RND) sur les possibilités de développement de l'industrie minière, notamment la production de l'or et du ciment à Tamanrasset, M. Yousfi a indiqué que l'Enor prévoyait une augmentation de la production aurifère qui devrait passer de 137 kg en 2016 à 286 kg en 2018.

Cette embellie devrait contribuer à absorber le déficit de l'entreprise, qui était de -1,4 milliards de DA en 2016 et -600 millions de DA en 2017, pour atteindre -400 millions de DA à la fin 2018.

A l'horizon 2019 ou 2020, l'entreprise devrait enregistrer des résultats financiers positifs, en procédant à un redressement budgétaire axé essentiellement

sur les dépenses, a ajouté le ministre.

L'Enor a fait face à une situation financière difficile, induite par un partenariat infructueux avec une entreprise australienne, entre 2003 et 2011, pour l'exploitation des deux mines d'or à Tirek et Amessmessa (500 km au sud de Tamanrasset), mais le partenaire australien avait décidé en 2012 de quitter le pays, laissant l'entreprise nationale couverte de dettes.

«Le partenaire étranger, qui était actionnaire majoritaire au sein de l'Enor, avait opté pour l'extraction des métaux proches de la surface (faciles à extraire) puis il a quitté le pays, en abandonnant l'entreprise nationale dans une situation financière difficile», a rappelé le ministre.

Le gouvernement avait décidé d'effacer 2 milliards de DA de dettes en faveur de l'Enor et de lui affecter un crédit d'investissement à long terme d'une valeur de 3 milliards de DA.

Après avoir indiqué que l'industrie aurifère en Algérie était devenue couteuse suite aux difficultés financières enregistrées, M. Yousfi a affirmé que «les recettes de cette industrie ne couvrent même pas les charges salariales».

En plus des mines d'Amessmessa et de Tirek, le ministre a fait état d'un projet, en cours d'étude, pour l'exploitation de l'or à Tiririne (Tamanrasset).

Le ministre a précisé que son département attendait les résultats de ces études, avant de décider le lancement ou pas des

travaux de la réalisation de ce projet.

L'Algérie occupe la 3^{ème} place à l'échelle arabe et la 25^e à l'échelle mondiale dans le classement du Conseil mondial de l'or, des réserves mondiales de l'or, publié début 2017.

Les réserves d'or en Algérie s'élève à 173,6 tonnes, arrivant juste après l'Arabie Saoudite (322,9 tonnes) et le Liban (286,8 tonnes).

Le ministre a annoncé d'autres projets qui seront confiés à des investisseurs publics et privés pour la réalisation de projets dans le domaine de l'exploitation du marbre et du granite à Tamanrasset, dont une partie de la production sera destinée à la wilaya en question et le reste aux autres wilayas.

Evoquant la réalisation d'une cimenterie dans la région d'In Salah (Tamanrasset) par le groupe GICA, M. Yousfi a affirmé que les résultats des études géologiques liées à ce projet, réalisées par le groupe, «n'étaient pas satisfaisantes», contraignant le ministère à y renoncer.

Le groupe Gica oeuvre actuellement à étendre ses capacités de distribution du ciment à Tamanrasset et dans les wilayas limitrophes, a-t-il fait savoir, ajoutant que le ministère a instruit l'Agence nationale des activités minières (Anam) d'explorer d'autres sites miniers à Tamanrasset pour y implanter une cimenterie.

Estimée actuellement à 1,5 millions tonnes/an, les capacités de production de la nouvelle cimenterie d'Adrar devront passer progressivement à 3 millions tonnes/an, afin de couvrir les besoins de l'ensemble de la région. **R. T.**

Complexe textile industriel de Draâ Ben Khedda

Un plan de réhabilitation pour réinvestir les marchés

Le complexe textile industriel de Draa Ben Khedda, à 10 km à l'ouest de Tizi Ouzou, filiale de l'Entreprise algérienne des textiles industriels et techniques (Eatit), ambitionne de reconquérir ses parts des marchés national et régional.

Ayant profité de plans de redressement visant à maintenir l'activité de cette usine qui était un des fleurons de l'industrie nationale qui fournissait le marché européen en tissus de qualité, ce complexe a également bénéficié d'une opération de réhabilitation et de modernisation de certains procédés de fabrication, visant à augmenter ses capacités de production et à améliorer la qualité du produit.

Une enveloppe financière de 3,5 milliards de DA a été débloquée pour la réalisation des travaux de réhabilitation et de modernisation, a-t-on appris lors d'une récente visite de ce complexe. Ces travaux ont, notamment concerné la filature pour une capacité de production de 3 000 tonnes/an, la préparation de tissage, le retordage, la mise à niveau de l'usine, l'installation d'une centrale d'air comprimé et l'acquisition de métiers à tisser.

Selon le bureau d'étude qui a été retenu pour cette opération, les travaux ont porté sur la démolition totale de l'ancien hangar de 16 000 m² qui a été reconstruit selon les normes

exigées par ce type d'activité, notamment la réalisation des caniveaux d'environ 2,70 m de profondeur afin d'assurer le cycle de transformation à l'intérieur du hangar pour préserver les tissus de l'humidité.

Ce complexe qui occupe une superficie de 349 228 m² et emploie actuellement environ 600 travailleurs, a été ouvert dès les premières années de l'indépendance et employait plus de 5 000 travailleurs. Après environ 20 ans de prospérité, l'usine rentre dans une phase de déclin qui s'accroît dans les années 1990 avec son lot de suppression d'effectifs, départs volontaires ou à la retraite.

L'affiliation de cette unité industrielle à l'Etat et la décision d'assainissement de sa situation financière et d'éponger ses dettes fiscales et parafiscales ainsi que ses découverts bancaires, suivis par la mobilisation d'une enveloppe financière pour sa réhabilitation et sa modernisation, ont permis de sauver ce Complexe dans la perspective de le replacer sur la scène économique.

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie Djurdjura (Ccid) de Tizi Ouzou, Medjkouh Mohand-Ameziane, estime qu'aujourd'hui et grâce à toutes les mesures engagées au profit du complexe de textile de Draâ Ben Khedda, ce dernier est «bien armé» pour

poursuivre son développement, qui peut être favorisé par un marché intérieur très important et une maîtrise du coût de production. «Je pense que les entreprises de textiles qui ont survécu en réussissant à vaincre les contraintes et les difficultés qu'elles ont connues, ont le potentiel pour continuer aujourd'hui à se développer», a-t-il opiné.

Le président de la CCI Djurdjura a observé que le redressement dont a bénéficié cette entreprise et son partenariat avec la société par actions (SPA) l'Algérienne des textiles Texalg qui développe et conçoit une gamme étendue de textiles pour l'habillement, l'ameublement, le linge de maison, l'habillement des corps constitués, les tissus techniques et pour usage industriel, entre autre, ont permis la préservation de ce complexe.

Outre l'enveloppe financière jugée importante dont cette entité industrielle a bénéficié pour sa modernisation et sa réhabilitation, il y a eu aussi un autre investissement qui est des plus importants et qui a concerné ce qui est fondamental à une entreprise, à savoir sa ressource humaine à travers des formations et un travail de sensibilisation des représentants des salariés, a ajouté ce même responsable. **Y. M.**

Afrique du Nord

Un forum à Berlin pour promouvoir les investissements

■ Un Forum économique de deux jours sur l'Afrique du Nord s'est tenu mercredi à Berlin sur le thème «Partenariat pour la croissance» en présence d'opérateurs économiques algériens et des autres pays de cette région de l'Afrique, ainsi que de représentants de plusieurs institutions économiques allemandes.

Organisé par l'Association arabo-euro-méditerranéenne pour la coopération économique (EMA) en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Berlin, ce forum a regroupé des chefs d'entreprises algériens, tunisiens, marocains, mauritaniens, égyptiens et soudanais avec leurs homologues allemands et des représentants des ministères allemands, respectivement, des Affaires étrangères, de l'Economie et de l'Energie, et de la Coopération économique et du Développement. Intervenant lors de ce Forum, l'ambassadeur d'Algérie en Allemagne, M. Noureddine Aouam, a abordé les efforts déployés par le gouvernement pour soutenir la croissance économique et améliorer le climat des affaires en Algérie.

Il a alors évoqué les résultats réalisés en terme d'amélioration du positionnement des opérateurs étrangers sur un marché qui regorge de potentialités dans tous les secteurs d'activités, notamment ceux considérés comme prioritaires tels l'industrie, le tourisme, l'agriculture, les énergies renouvelables et la sous-traitance.

Parmi les autres éléments-clés qui permettent de mesurer la santé économique du pays et l'attractivité du marché algérien pour les investisseurs, l'ambassadeur a, notamment cité la solvabilité du pays qui s'est débarrassé de son endettement extérieur et la capacité de l'Algérie à faire face à la crise financière actuelle comme le reconnaissent les institutions financières internationales.

Le diplomate algérien a également mentionné la première place que l'Algérie occupe dans le monde arabe en terme d'indice du développement durable, dans le classement établi par la Fondation Bertelsmann en janvier 2018.

Dans le même esprit, il a mis en exergue la dynamique de développement insufflée, ces deux dernières décennies, par les différents Plans quinquennaux ainsi que la politique de diversification de l'économie algérienne qui est au cœur du nouveau modèle de croissance basé sur le partenariat public-privé.

Il a également abordé la gamme des avantages, d'assouplissements et des autres facilitations accordés aux opérateurs, tant nationaux qu'étrangers, aussi bien par le code de l'investissement que par celui des Douanes.

Sur le volet des relations économiques algéro-allemandes et tout en soulignant l'engagement du partenaire allemand sur le marché national et le volume global des échanges bilatéraux qui ne cesse de croître ces dernières années, M. Aouam a fait part de son souhait de voir les firmes allemandes s'inscrire dans une démarche d'échanges durables avec les entreprises algériennes, générateurs d'emplois et de valeur ajoutée et participant à une formation de qualité. **R. K.**

Ouyahia à la célébration des événements de Sakiet Sidi Youcef

Une occasion pour «renforcer la relation exceptionnelle qui unit nos deux peuples»

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a considéré, jeudi à Sakiet Sidi Youcef, en Tunisie, que la commémoration du souvenir des chahada des deux pays tombés au champ d'honneur dans le bombardement assassin du 8 Février 1958 est une occasion pour «entretenir et renforcer cette relation exceptionnelle qui unit nos deux peuples et nos deux pays».



Dans son allocution prononcée à Dar Dhiaf de la commune de Sakiet Sidi Youcef devant la délégation tunisienne conduite par le Premier ministre Youcef Chahed, M. Ouyahia a souligné que «le recueillement à la mémoire de nos martyrs communs qui nous réunit aujourd'hui à Sakiet Sidi Youcef ainsi que les nombreuses activités économiques et sociales organisées par nos deux pays à

l'occasion de ce 60^{ème} anniversaire, sont un ressourcement et une occasion de mesurer tout ce que nous pouvons encore faire ensemble pour entretenir et renforcer cette relation exceptionnelle de fraternité et de solidarité qui unit nos deux peuples et nos deux pays».

Le Premier ministre a ajouté que les relations algéro-tunisienne «ont atteint, ces dernières années, le stade de l'excellence sous la direction de nos deux chefs d'Etat,

Abdelaziz Bouteflika et Beji Caïd Essebsi».

Il a également affirmé que les défis nombreux relevés par l'Algérie et la Tunisie «ont renforcé la solidarité et la coopération entre nos deux pays dans tous les domaines», assurant que «nos forces de sécurité coopèrent étroitement face à la menace du terrorisme abject qui ne connaît pas les frontières».

M. Ouyahia a souligné que

les deux gouvernements algérien et tunisien «travaillent ensemble pour élargir la coopération et les échanges dans tous les secteurs y compris au niveau de nos wilayas et gouvernorats frontaliers».

Le Premier ministre a également relevé que «les sentiments de l'Algérie à l'endroit de la Tunisie sont exprimés avec toute l'autorité nécessaire dans le message que le Président Abdelaziz Bouteflika a adressé à son homologue Beji Caïd Essebsi en cette occasion historique» du 60^{ème} anniversaire des événements sanglants de Sakiet Sidi Youcef.

Ahmed Ouyahia est arrivé dans la matinée à Sakiet Sidi Youcef à la tête d'une importante délégation composée du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, et du secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine, Saïd Abadou. La délégation algérienne a été accueillie par le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed. Les deux Premiers ministres se sont rendus au cimetière des martyrs de Sakiet Sidi Youcef où ils ont déposé une gerbe de fleurs sur la stèle commémoratives érigée en leur mémoire.

Ils ont eu ensuite un tête-à-tête au siège de la commune de Sakiet Sidi Youcef, avant d'élargir la rencontre aux délégations des deux pays.

G. K.

Dans le recueillement à Annaba Benmostefa Benaouda accompagné à sa dernière demeure

La dépouille du moudjahid Benmostefa Benaouda, appelé Amar Benaouda, a été accompagné jeudi après-midi à sa dernière demeure au cimetière Zeghouane de la ville de Annaba, dans le recueillement.

Enveloppé dans le drapeau national, le cercueil porté par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) a été accompagné par une imposante procession en présence du ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, des autorités locales, de moudjahidine et d'une foule de citoyens.

Le ministre des Moudjahidine a prononcé l'oraison funèbre dans laquelle il a rappelé les qualités et le militantisme de Amar Benaouda.

«L'Algérie fait aujourd'hui ses adieux à un des héros de la Révolution de Novembre 1954 qui en fut un des piliers en étant membre du Groupe des 22 historiques qui avaient planifié le déclenchement de la Révolution», a indiqué le ministre, ajoutant, en s'adressant au défunt, : «Vous avez mené des batailles et créé des épopées en assumant la tâche d'armement de la Révolution et en prenant part aux négociations d'Evian jusqu'à l'arrachement de l'indépendance et de la souveraineté du pays».

«En ce moment auguste, nous faisons un adieu à un symbole de la loyauté envers la patrie», a encore souligné le ministre, estimant que «les hauts actes des héros dont fait partie Benaouda restent gravés dans les Mémoires».

L'emblème national a été remis, tel un témoin d'une génération à une autre, au fils du défunt Benmostefa Benaouda.

R. K.

Un séminaire lui a été consacré Cheikh El Mili était attaché à l'histoire et à l'identité nationales

Les participants au séminaire national sur «Le rôle de cheikh Moubarek El Mili dans la diffusion de la conscience religieuse et la consécration de l'unité nationale», organisé jeudi à Mila, ont insisté sur l'attachement de cette personnalité, décédée le 9 février 1945, à «l'histoire nationale, l'identité civilisationnelle et au monothéisme pur».

Dans son intervention durant la rencontre, initiée par la direction des affaires religieuses et le centre culturel islamique local, Mouloud Aouimer, de l'université d'Alger, a défendu dans son livre en deux volumes *Histoire de l'Algérie*, l'identité algérienne contre les thèses coloniales françaises et l'esprit rétif des Algériens qui ont résisté farouchement aux occupants successifs.

Merzouk Lamri, de l'université de Batna, a relevé dans le discours réformateur d'El Mili, une insistance particulière sur la lutte contre les diverses formes de déviation dans la croyance monothéiste qu'il a tenté de cerner dans son ouvrage *Echirk oua madhahirohou* (Le polythéisme et ses apparences).

De son côté, Noureddine Bouaroudj de Mila, a analysé les efforts de cheikh El Mili dans le domaine de l'éducation des jeunes générations selon des critères alliant authenticité et modernité.

Il fut, a-t-il ajouté, «l'un des premiers à avoir recouru aux manuels scolaires et au tableau noir».

En marge de la rencontre, marquée par une exposition sur les activités de l'Association des oulémas musulmans algériens, le wali de Mila a distingué Asma El Mili, fille du cheikh Moubarek El Mili, mort à l'âge de 49 ans, ainsi que les familles de l'universitaire Abdelkarim Boussefssef et de l'imam Abdelkader Bedjaoui.

M. Y.

Un moudjahid témoigne

Les événements ont eu un impact médiatique et politique imprévisible

Le massacre de Sakiet Sidi Youcef perpétré par la France contre les Tunisiens et les Algériens le 8 Février 1958 a eu un grand impact médiatique et politique qui a contribué à l'internationalisation de la cause algérienne et à la mise à nu de la politique de la France coloniale, a indiqué le moudjahid Lamine Bachichi.

Lors d'une conférence historique animée, jeudi à Alger, dans le cadre de la commémoration du 60^{ème} anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youcef, le moudjahid et ex-ministre a affirmé que «par ce crime qui a fait pas moins de 79 chahids, la France qui espérait étouffer la Révolution, notamment après la promulgation de la loi autorisant la poursuite des révolutionnaires en dehors des frontières algériennes, ne s'attendait nullement à être confrontée à une «large condamnation médiatique et diplomatique de la part, même, de ses alliés».

Outre la plainte déposée par le défunt président tunisien Habib Bourguiba auprès

du Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) pour dénoncer ce crime qui a eu lieu sur le territoire tunisien, une demande d'explications et de précisions a été adressée au gouvernement français à Paris par l'ambassadeur de l'Union soviétique au nom de son gouvernement, lequel l'a qualifié d'«abject».

L'organisation des pays non-alignés et différents syndicats de plusieurs pays ont mené, par ailleurs, des actions pour dénoncer cet acte inhumain, a révélé M. Bachichi qui a vécu les événements de Sakiet Sidi Youcef.

Au volet médiatique, ces événements ont fait la une de plusieurs journaux arabes et européens les qualifiant pour la plupart de «crime abominable».

«Nul ne peut imaginer ce massacre, décidé par des responsables militaires et politiques», a écrit un journal chypriote, tandis que le quotidien belge *La cité* l'a qualifié d'«absurde», tant elle est moralement injustifiée et constituant une grosse erreur politique, a estimé le même journal.

Pour un titre allemand *Les forces françaises n'ont lésiné à commettre aucun crime en Algérie, mais là elles ont dépassé toutes les limites*.

Par ailleurs, un journal américain s'était interrogé sur le sort de la présence française en Algérie au vue de l'incapacité des gouvernements français successifs à étouffer la Révolution algérienne, rappelant la déclaration du gouverneur général d'Algérie, à l'époque, Robert Lacoste, qui avait dit que «la Révolution algérienne vivait son dernier quart d'heure».

Au plan politique, les événements de Sakiet Sidi Youcef ont contribué au déclin de la 4^{ème} République et accéléré la tenue de la conférence de Tanger (avril 1958) pour l'unification des vues des pays maghrébins, pour qui la communauté du destin était liée au règlement de la cause algérienne. M. Bachichi a rappelé, en outre, la proclamation, au mois de septembre de la même année, du gouvernement algérien provisoire, venu donner un support juridique pour la cause algérienne.

L. T.

Ouargla

Campagne éducative pour la préservation de l'eau

La question de la préservation durable de l'eau est au centre d'une campagne de sensibilisation éducative, lancée jeudi par l'Agence du Bassin hydrographique du Sahara Abhs-Ouargla.



Initiée avec le concours des clubs verts relevant des établissements scolaires, des maisons de l'environnement et des centres culturels, cette campagne vise l'ancrage de la culture de la préservation de l'eau et de la lutte contre son gaspillage, la lutte contre les comportements insoucians en milieu des élèves en leur inculquant l'utilisation rationnelle de cette ressource indispensable dans la vie humaine, notamment dans les régions sahariennes, ont indiqué les organisateurs.

Relevant de l'Agence nationale de la gestion intégrée des ressources en eau (Angire), l'Abhs a initié une

journée de sensibilisation sur le thème en direction des meilleurs élèves du CEM Temerni Mohamed à Touggourt (160 km au nord de Ouargla), a-t-on constaté.

Encadrée par les cadres de l'agence, cette journée a donné lieu à des cours théoriques et pratiques sur l'importance de l'eau dans la vie humaine, et les comportements à suivre pour éviter la déperdition et le gaspillage de l'eau.

L'agence a, dans ce cadre, organisé une visite guidée au profit des collégiens au niveau du siège de la direction-déléguée des ressources en eau et de l'environnement à

Touggourt, au site du plus ancien château d'eau réalisé en 1953 dans la région, d'une capacité de 1 000 m³ et opérationnel à ce jour.

Les élèves ont également visité, au niveau de la localité de Ghamra (commune de Mégarine) un complexe d'industrie agricole de production de primeurs par géothermie, projet modèle en matière d'utilisation rationnelle de l'eau à travers le système d'irrigation de goutte-à-goutte et l'exploitation de la température de l'eau pour préserver la température ambiante dans les serres agricoles.

Le programme de cette campagne de sensibilisation prévoit plus de 150 cours, à

animer à travers les établissements scolaires implantés au niveau de 10 wilayas du Sud, relevant de l'Abhs, a indiqué le chargé de la communication à l'Agence.

Créée en août 1996, l'agence du bassin hydrographique du Sahara Abhs-Ouargla est chargée, entre autres missions, de l'élaboration et la réalisation de diverses opérations devant assurer une gestion intégrée, dans un cadre consultatif, des ressources en eau, ainsi que le développement d'un système informatique sur l'eau par l'élaboration et la mise à jour des données et outils de l'information géographique.

R. N.

Wilaya-déléguée de Touggourt

Plusieurs opérations en cours pour l'amélioration de l'AEP

Plusieurs opérations visant l'amélioration de la distribution et de la dotation quotidienne en eau potable sont en cours de réalisation dans la wilaya déléguée de Touggourt, a annoncé jeudi la direction des ressources en eau (DRE) de la wilaya de Ouargla.

Il s'agit de la réalisation en cours, pour un investissement de plus de 114 millions de DA, d'un projet de canalisation principale raccordant le nouveau forage albien à un château d'eau de 5 000 m³ dans la commune de Sidi Slimane, susceptible d'améliorer l'alimentation en eau potable d'une population de plus de 20 000 âmes de cette

collectivité, a-t-on indiqué.

La DRE fait état aussi de la concrétisation en cours, au quartier El Moustakbel à Touggourt, d'un réservoir de 1 000 m³, d'une canalisation d'adduction reliant, sur 9,6 km, un forage albien sis dans la localité de Sidi Mahdi à la station de déminéralisation de Aïn Sahra, dans la commune de Nezla.

Outre la poursuite des travaux de réalisation de deux châteaux d'eau, un projet de rénovation des canalisations d'adduction et de distribution d'eau potable seront également lancés dans le courant de cette année au niveau de plusieurs quartiers de Touggourt, dans le but de lutter contre la déperdition et

les fuites d'eaux.

Coiffant 11 communes et quatre daïras totalisant une population de 298 000 habitants, la wilaya-déléguée de Touggourt (160 km au nord de Ouargla) dispose d'un réseau de distribution d'eau potable long de 890 km, assurant un taux de couverture de 95%, selon les données de la DRE.

Alimentée à partir de 11 forages albiens d'un débit global de 12 379 m³/j, la wilaya-déléguée de Touggourt dispose également de 38 structures de stockage (34 châteaux d'eau et quatre réservoirs), d'une capacité globale de 25 130 m³.

R. K.

Protection des enfants

Appel à l'implication de tous les acteurs

Les participants à une session de formation sur la protection des enfants victimes de violence, disparition et kidnapping, et les dispositifs de leur prise en charge, ont plaidé, jeudi à Ouargla, pour l'implication de tous les acteurs dans la protection de cette frange vulnérable de la société. L'implication de l'ensemble des acteurs concernés, dont la famille, les établissements éducatifs, les services de sécurité, la justice, les médias et la société civile, s'avère fondamentale pour contribuer à la protection des mineurs et prévenir tout danger moral ou physique auquel ils peuvent être exposés, ont souligné les intervenants, au terme des travaux de cette session de formation de deux jours, initiée par l'inspection régionale Sud-Est de Police.

Les intervenants, dont des magistrats, officiers de police, psychologues et représentants d'associations locales, ont mis l'accent sur la nécessité de garantir une prise en charge de qualité (médicale, psychologique et psychosociale) pour les enfants victimes de certains mauvais traitements, essentiellement la violence, le kidnapping et l'agression sexuelle, tout en soulignant l'importance de multiplier les actions de sensibilisation sur la lutte contre les différents féaux sociaux, tels que les risques d'Internet et la consommation de produits stupéfiants.

Ils ont évoqué, par ailleurs, l'importance particulière que revêt le plan national dénommé Alerte rapt/disparition d'enfants, mis en place dans le cadre d'une commission sectorielle sous le parrainage du ministère de la Justice en matière de renforcement des efforts visant à retrouver les enfants disparus ou kidnappés, dans les meilleurs délais possibles.

Ciblant les officiers de police judiciaires relevant de cette institution sécuritaire qui coiffe les wilayas de Ouargla, Biskra, El Oued, Illizi, Ghardaïa et Laghouat, ce cycle de formation a permis aux participants de connaître les bonnes pratiques en matière d'accueil d'un enfant dans une unité de police et comment parvenir à recueillir sa parole et conduire une audition, selon la loi en vigueur.

La rencontre a été également une occasion de mettre en exergue l'intérêt accordé aux mineurs par la loi algérienne, surtout en cas de viol, attentat à la pudeur, incitation à la débauche, et outrage public à la pudeur, en plus des droits garantissant aux enfants la protection contre toutes les formes d'exploitation et l'enlèvement, et en cas de guerre, à la lumière de la convention internationale relative aux droits de l'enfant et la charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant.

Selon le commissaire Saliha Benamar, chargée de la formation à l'inspection régionale Sud-Est de police, cette session, qui entre dans le cadre de la formation continue des éléments de ce corps sécuritaire, a pour objectif de développer et d'améliorer leurs connaissances et leurs aptitudes professionnelles en matière de prise en charge de cette frange de la société, conformément la loi en vigueur.

T. M.

Médéa

Réouverture prochaine du centre d'hébergement pour personnes âgées

Le centre d'hébergement pour personnes âgées de la commune de Benchicao, à l'est de Médéa, rouvrira en mars prochain ses portes aux pensionnaires, après une opération de réhabilitation de la structure, a annoncé jeudi le directeur de l'action sociale.

Fermée pour travaux pendant plusieurs mois, le centre d'hébergement pour personnes âgées de Benchicao devrait accueillir, au courant de mars prochain, les 70 pensionnaires (hommes et femmes), qui étaient prises en charge au niveau de ce centre, a indiqué Mohamed Bahali.

Il a ajouté que les pensionnaires, qui ont été dispatchés à travers plusieurs structures similaires du centre du pays, en raison de ces travaux, vont regagner leur lieu d'hébergement, une fois les travaux de réhabilitations achevés.

La structure, ouverte dans les années 1990, a subi, à la faveur de cette opération, un lifting total ainsi que l'installation de nouveaux équipements de chauffage, indispensables pour faire face à la rigueur du froid qui caractérise cette région, de manière à garantir d'avantage de confort à ces personnes âgées, a-t-il expliqué.

H. K.



Constantine

Récupération de plus de 15.000 hectares de terres en jachère



La surface des terres en jachère récupérée au titre de la saison agricole 2017-2018, par les agriculteurs de la wilaya de Constantine, a dépassé les 15.000 hectares, a révélé le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

La wilaya de Constantine enregistre «un bond qualitatif» en matière de résorption des terres en jachère à travers l'ensemble des communes à la faveur de l'exécution des orientations du ministère de tutelle et l'exploitation du maximum de cette superficie, a indiqué mercredi à l'APS le responsable.

La surface des terres en jachère qui représentait 39 % au titre de la campagne agricole 2014-2015, ne dépasse pas la

saison en cours les 17 %, a-t-il fait remarquer.

L'application de cette stratégie, qui vise l'éradication de ce type de surfaces et la hausse des superficies réservées aux productions agricoles à l'instar des céréales, des légumes secs et des fourrages, a permis à cette wilaya d'occuper les premières places à l'échelle nationale, ce qui contribuera, selon M. Ghediri, à réduire la facture d'importation et d'encourager ce genre de cultures.

Plus de 81.000 hectares parmi la surface totale de ces terres ont été exploités en faveur des céréales, soit 80 % de la superficie cultivée, a-t-il indiqué, soulignant que la surface cultivée l'année précédente a été évaluée à 69.000 hectares. Les superficies consacrées à la pro-

duction des fourrages ont connu également une augmentation, atteignant 10.740 hectares, soit 10 % de la surface globale cultivée, les surfaces des légumes secs ont atteint 5.000 hectares, les superficies réservées aux cultures maraichères sont estimées à 4.000 hectares, tandis que celles des arbres fruitiers ont dépassé 2.500 hectares, a-t-il ajouté.

La fin du mois de janvier dernier, le ministère de tutelle a décidé de lever le gel sur les crédits destinés à l'acquisition de divers matériaux agricoles, a fait savoir le DSA, annonçant le lancement de l'opération de réception des dossiers relatifs à l'octroi de crédits, toutes filières agricoles confondues, au profit des agriculteurs désireux de bénéficier de nouveaux matériaux.

Reda A.

Ali Mendjeli

Lancement d'une opération de nettoyage

Une opération de nettoyage de l'unité de voisinage UV 16 de la nouvelle ville Ali Mendjeli de la commune d'El Khroub (Constantine) sera organisée samedi prochain, a-t-on appris jeudi du directeur général de l'établissement d'aménagement de gestion urbaine de la nouvelle ville Ali Mendjeli (Egavam).

Cette action, qui vient en continuité au programme des opérations de nettoyage lancé depuis le mois de septembre dernier, s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens, a indiqué M. Farid

Hayoul, précisant que la campagne de samedi prochain concernera les îlots 2 et 3 de l'UV 16. Chapeauté par le chef de l'exécutif local, ce programme de nettoyage, qui a ciblé auparavant, les unités de voisinages UV 5, 6, 7, 8 et 1, verra la participation des citoyens, des EPIC et de plusieurs entreprises, entre autre les travaux publics, l'environnement, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et les services de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO).

Certaines unités de voisinages, notam-

ment l'UV 1, ont nécessité plus de trois (3) semaines pour éliminer les points noirs de jets d'ordures et déchets ménagers, a ajouté le responsable, faisant savoir que des poubelles seront installées dans chaque endroits de collecte anarchique de déchets. Ces opérations devront se poursuivre pour toucher l'ensemble des unités des voisinages de la nouvelle ville Ali Mendjeli, a-t-on encore souligné, affirmant que l'UV 13 sera ciblé incessamment par une opération de nettoyage.

L. M.

Logement public locatif

Finalisation d'une tranche de plus de 5.300 unités à El-Oued

Les travaux de réalisation d'une tranche de 5.321 logements de type public locatif (quinquennal 2010-2014) dans la wilaya d'El-Oued ont été finalisés, a-t-on appris jeudi auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI).

Cette tranche constitue un peu plus de 53% du total du programme accordé à la wilaya au titre de ce quinquennal (10.000

unités), a indiqué le directeur de l'antenne locale de l'OPGI, Ahmed Ghaleb.

Les 4.679 unités restantes sont en cours de réalisation et devront être prêts avant la fin de 2018 au plus tard, a-t-il précisé.

Ce programme d'habitat est réparti entre les 30 communes de la wilaya d'El-Oued, selon la densité de leur population et la nature de la région (urbaine ou rurale), selon le

même responsable. Les travaux d'aménagement urbain ont été lancés au cours du dernier trimestre de 2017 concernant quelques 8.000 unités afin de préparer leur attribution, a ajouté M. Ghaleb.

S'agissant des contraintes liées au foncier, le directeur de l'OPGI-El-Oued ne se pose plus avec autant d'acuité qu'auparavant et que les cas où il s'est posé ont pu

Filières des dattes et viandes rouges à Illizi Mise en place de conseils professionnels

Des conseils professionnels des filières des dattes et des viandes rouges ont été mis en place à travers les six communes de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris jeudi auprès de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya d'Illizi. Il s'agit d'un total de 12 conseils, deux (dattes et viandes rouges) par commune, qui ont ainsi été installés et qui seront suivis par l'installation prochaine d'un conseil professionnel de wilaya de ces deux filières, a indiqué le secrétaire général de la Chambre, Kamel Raki.

Des instances similaires sont projetées pour les filières des céréales, des viandes blanches et des olives, en vue de contribuer à l'approvisionnement du marché local en produits agricoles.

Relancées par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ces filières agricoles, retenues au titre de l'application de la circulaire ministérielle N 737 datée du 30/072017 portant organisation des filières agricoles, visent à contribuer à une meilleure prise en charge des préoccupations des professionnels et à l'organisation du marché des produits agricoles, a ajouté M. Raki. Ces filières professionnelles devront contribuer à l'organisation du marché local et impulser les efforts d'organisation et de développement des activités agricoles dans la wilaya d'Illizi.

Bilal L.

Port d'Oran Plus de 13 tonnes de biscuit refoulées

Une cargaison de 13.28 tonnes de biscuit, en provenance Turquie, a été refoulée par les services de contrôle aux frontières au niveau du port d'Oran, a-t-on appris jeudi de la direction régionale du Commerce (DRC) d'Oran.

Cette cargaison d'une valeur de 3,2 millions DA a été refusée d'admission par les services de contrôle pour présence d'additif non autorisé, a indiqué le chef de service chargé de la planification, du suivi et du contrôle de la direction régionale du commerce d'Oran, Fouad Helaïli.

Les services de contrôle aux frontières ont procédé également, le 31 janvier dernier, au refoulement au port sec d'Es-Sénia (Oran) d'une cargaison de 21.96 tonnes de produits cosmétiques (savon de luxe) en provenance d'Egypte, a ajouté la même source. Cette marchandise d'une valeur de 3.7 millions DA a été refusée d'admission pour défaut de numérotation préalable d'importation, a-t-on expliqué de même source.

A la même date, les mêmes services de contrôle ont procédé, au port sec d'Es-Sénia, au refoulement d'une quantité de 7.38 quintaux de savon de luxe en provenance, également d'Egypte, d'une valeur de 174.714 DA pour la même infraction, a-t-on indiqué de même source.

R. O.

Bilal L.

CONFLITS

Syrie

Une centaine de soldats pro-Assad tués par la coalition

Les avions et l'artillerie de la coalition internationale sous commandement américain ont visé des forces pro-gouvernementales syriennes dans la nuit de mercredi à jeudi dans la province de Daïr az Zour (nord-est), faisant une centaine de morts.



La coalition a affirmé que ces tirs visaient à repousser "une attaque non provoquée" lancée à 8 km à l'est de l'Euphrate par les partisans du président Bachar al Assad contre le quartier général des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de miliciens kurdes et arabes appuyée par les Etats-Unis.

Le ministère syrien des Affaires étrangères, dans une lettre adressée aux Nations unies, a dénoncé un "crime de guerre" que la communauté internationale se doit de condamner et a demandé la dissolution de cette coalition «illégal», rapporte l'agence de presse officielle syrienne Sana.

Un responsable américain, qui a requis l'anonymat, a déclaré que les forces pro-Assad «cherchaient probablement à prendre le contrôle des gisements de pétrole de Khoucham et à récupérer le terrain repris par les FDS à Daech en septembre 2017».

«Les forces syriennes pro-régime comprenaient environ 500 combattants engagés dans une opération

au sol de grande envergure soutenue par l'artillerie, des blindés, des lance-roquettes multiples et des mortiers», a-t-il dit.

Lors de la riposte, la coalition internationale et ses alliés ont tué plus de cent assaillants, a-t-il poursuivi.

«Nos troupes ont le droit de recourir à la légitime défense», a affirmé Dana White, la porte-parole du Pentagone, lors d'une conférence de presse.

«Nous ne cherchons pas à entrer en conflit avec le régime» syrien, a-t-elle ajouté.

La télévision publique syrienne a rapporté que les bombardements de la coalition sur les troupes pro-gouvernementales avaient fait «des dizaines de morts et de blessés».

Ce bilan a cependant été contesté par un chef militaire pro-Assad, qui a parlé de sept morts et 27 blessés.

Le responsable américain a souligné que l'état-major de la coalition avait averti les Russes de la présence de combattants des FDS dans le secteur bien

avant l'attaque des gouvernements.

«Les responsables de la coalition ont eu des contacts réguliers avec leurs homologues russes avant, pendant et après l'attaque» déjouée, a-t-il dit.

Le ministère russe de la Défense a affirmé que les combattants pro-gouvernementaux impliqués dans cet affrontement menaient des opérations de reconnaissance sans en avoir informé au préalable la Russie.

Des militaires américains se trouvent aux côtés des FDS dans la région de Daïr az Zour mais aucun n'a été tué ou blessé dans cette opération, a-t-on précisé de source autorisée.

Nouri Mahmoud, porte-parole des Unités de protection du peuple (YPG), la milice kurde qui est la composante principale des FDS, a décrit l'affrontement comme une succession d'«escarmouches», ajoutant que les combattants des deux camps avaient ensuite regagné leurs positions de départ.

La télévision officielle

syrienne a parlé de «nouvelle agression en appui au terrorisme». «Les forces de la coalition internationale bombardent les forces populaires en lutte contre Daech (l'Etat islamique) et les Forces démocratiques syriennes à l'est de l'Euphrate», ont rapporté les chaînes du régime de Damas.

Le ministère russe de la Défense, cité par l'agence de presse Interfax, a estimé à la lumière de cette affaire que l'objectif des Etats-Unis en Syrie n'était pas de combattre l'Etat islamique mais de «servir ses intérêts économiques», référence probable au champ pétrolier de Khoucham.

Un député russe, Franz Klintsevitch, a dénoncé dans les frappes de la coalition un acte d'agression. «Les actes de la coalition américaine ne sont pas conformes aux normes juridiques internationales; il s'agit sans conteste d'une agression», a-t-il dit.

Le département d'Etat américain a déclaré jeudi que les Etats-Unis étaient favorables à la trêve d'au moins un mois réclamée mardi par l'ONU afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire et l'évacuation des civils.

«Nous sommes à nouveau horrifiés par les rapports faisant état de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar al Assad et par le nombre croissants de bombardements qui ont causé la mort de dizaines de civils lors des dernières 48 heures», dit-il dans un communiqué.

Les Etats-Unis condamnent aussi «la poursuite des attaques odieuses visant des infrastructures civiles, comme des hôpitaux», qui contraignent de plus en plus de civils à fuir, ajoute le département d'Etat.

Reuters

Egypte

Vaste opération contre les «terroristes»

Les autorités égyptiennes ont lancé vendredi une vaste opération à l'échelle du pays contre les «terroristes et les organisations criminelles».

Un porte-parole de l'armée a déclaré que l'opération s'étendait au Sinaï, au Delta du Nil et à la zone désertique de l'ouest du pays aux confins de la Libye et impliquait la police et les forces armées.

Dans une déclaration lue à la télévision, il a précisé que l'opération porterait notamment sur le renforcement des contrôles aux points de passage avec les pays voisins.

L'Egypte fait face depuis quelques années à une campagne d'attentats menée par le groupe Etat islamique dans la région du Nord-Sinaï qui a fait plusieurs centaines de morts dans les rangs de l'armée et de la police avant de toucher les civils.

Reuters

Iran

La Turquie appelée à respecter la souveraineté de la Syrie

Le président iranien, Hassan Rohani, a appelé la Turquie à respecter la souveraineté de la Syrie, a rapporté jeudi l'agence de presse Tasnim.

«Le respect de l'indépendance et des frontières géographiques d'autres pays conduira à la promotion de la sécurité dans la région, et nous devons faire des efforts et prendre des mesures pour qu'aucun pays ne se sente menacé par ses voisins», a-t-il déclaré lors de sa rencontre mercredi avec le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu.

Il a mis en garde contre ce qu'il a qualifié de tentatives de «modifier les frontières géographiques dans la région», y compris celles de la Syrie.

Le président iranien a également évoqué les récents pourparlers de paix sur la Syrie organisés dans la ville russe de Sotchi, affirmant que ce rendez-vous constituait un pas important vers le règlement des problèmes régionaux.

Pour sa part, M. Cavusoglu a accusé les Etats-Unis de fomenter de nouveaux complots dans la région afin de saper les relations entre Ankara et Téhéran, mettant l'accent sur une coopération étroite pour contrecarrer ces projets. «Nous croyons qu'il nous faut résister aux complots visant à saper l'intégrité territoriale des pays de la région», a-t-il déclaré.

Au sujet de l'opération militaire turque menée contre les milices kurdes à Afrine (nord-ouest de la Syrie), M. Cavusoglu a souligné qu'elle était temporaire et visait seulement les terroristes dans cette région.

Le chef de la diplomatie turque a effectué une visite mercredi à Téhéran, la capitale iranienne, pour des entretiens consacrés aux problèmes bilatéraux et régionaux.

H. B.

Deux Britanniques de Daech, liés au Jihadi John, détenus en Syrie

Deux jihadistes britanniques du groupe Etat islamique, complices de Jihadi John, ont été capturés en Syrie par une force arabo-kurde alliée de Washington, a rapporté jeudi un responsable militaire américain.

Il s'agit de deux membres de la cellule d'exécution de l'EI qui avait été surnommée The Beatles. Leur capture est intervenue début janvier dans l'est de la Syrie, a précisé le responsable américain, non identifié, dans un communiqué.

Ce quatuor est accusé d'être responsable de la détention et de

la décapitation d'environ une vingtaine d'otages, notamment des Occidentaux parmi lesquels les journalistes américains, James Foley et Steven Sotloff et le travailleur humanitaire américain, Peter Kassig.

Le premier des jihadistes capturés a été identifié comme El-Shafee el-Sheik.

Le second, figurant sur la liste noire des terroristes internationaux dressée par le département d'Etat américain, s'appelle Alexandra Amon Kotey ou Alexander Kotey, de nationalités britannique, ghanéenne et chy-

priote. Né en décembre 1983, il est passé par la ville syrienne de Raqa, l'ex-fief du «califat» auto-proclamé de l'EI. Le ministère britannique des Affaires étrangères a refusé de confirmer leur capture : «Nous ne faisons pas de commentaires sur des cas individuels ni sur des enquêtes en cours», a indiqué un porte-parole.

Le département d'Etat avait accusé l'an dernier Kotey d'avoir «probablement exécuté» des otages et d'avoir eu recours à des «méthodes de torture particulièrement cruelles». Ces jihadistes, a expliqué le responsable améri-

cain, ont «participé à la détention, l'exploitation et l'exécution de détenus occidentaux».

Ils ont également «agi comme geôliers et interprètes» et «auraient des liens avec le terroriste britannique souvent appelé Jihadi John, a-t-on appris de même source, sans préciser dans quel état les deux hommes se trouvaient ni ce qui allait advenir d'eux.

«El-Shafee el-Sheik et Kotey représentent une petite portion des centaines de terroristes étrangers de l'EI (issus) de plusieurs pays qui ont été exfiltrés du

champ de bataille par les Forces démocratiques syriennes dans l'est de la Syrie depuis octobre 2017», a encore souligné le responsable militaire.

Le plus célèbre des quatre Beatles jihadistes était le Britannique Mohammed Emwazi, connu pour ses vidéos de décapitation d'otages qui avaient marqué l'opinion publique en 2014 et en 2015, sur lesquelles il apparaissait couteau de boucher à la main et vêtu de noir. Surnommé Jihadi John, il a été tué en novembre 2015 par un bombardement à Raqa. AFP

Nigeria

L'ONU demande un milliard de dollars pour les victimes de Boko Haram

Les Nations unies ont lancé jeudi un appel de fonds de un milliard de dollars destiné à aider plus de 6 millions de personnes victimes de l'insurrection du groupe jihadiste Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria.



Le coordinateur humanitaire au Nigeria Edward Kallon a affirmé qu'une "aide vitale d'urgence pour les populations les plus vulnérables" dans les Etats de Borno, Yobe et Adamawa, représentait "une priorité immédiate".

L'appel de fonds permettrait également d'améliorer les programmes d'aide déjà en place et d'accroître la capacité des organismes locaux d'aide à répondre aux besoins sur le

long terme, a-t-il ajouté.

"Il faudra 1,05 milliard de dollars pour répondre aux besoins humanitaires de 6,1 millions de personnes", a indiqué Edward Kallon au cours de la présentation à Abuja d'un plan de réponse humanitaire au Nigeria pour 2018. Il a rappelé à cette occasion que l'appel de fonds lancé en 2017, d'un montant de un milliard de dollars, avait été financé à 70%, faisant du Nigeria "un des appels de fonds les mieux financés au

monde".

L'ONU, à l'instar d'autres organisations, a déjà mis en garde contre les effets négatifs d'un sous-financement de la réponse humanitaire à la rébellion islamiste.

L'insurrection de Boko Haram, qui dure depuis 2009, et sa répression par l'armée, ont fait au moins 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés, et provoqué une terrible crise humanitaire dans le nord-est du Nigeria.

Le gouvernement du Nigeria s'est proclamé à plusieurs reprises vainqueur de Boko Haram, qui signifie "l'éducation occidentale est interdite" en langue Haoussa (pratiquée en Afrique occidentale).

Le président nigérian Muhammadu Buhari a ainsi assuré en décembre 2015 que les jihadistes avaient été "techniquement battus", après la reconquête par l'armée de secteurs entiers que contrôlait le mouvement jihadiste dans le nord-est du Nigeria.

Mais il constitue toujours une menace et commet régulièrement des attentats suicides meurtriers, ainsi que des raids contre des villages ou des postes militaires. De nombreuses régions restent totalement inaccessibles et les civils ne peuvent se déplacer que sous protection militaire.

Le rapport précise qu'en dépit de l'aide nationale et internationale, la situation dans le nord-est du Nigeria reste "précaire" et nécessite des solutions sur le long terme.

"Des millions de personnes souffrent d'une réelle insécurité alimentaire et la moindre perturbation du processus d'aide peut les faire tomber dans le seuil d'urgence", selon le rapport, qui souligne que 943.000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.

AFP

Cameroun

L'UE recommande à l'armée un "usage proportionné de la force"

L'Union européenne (UE) a estimé jeudi que l'armée camerounaise devrait faire "un usage proportionné de la force" dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du pays, selon un communiqué.

"Le recours à la violence ne peut permettre d'atteindre des objectifs politiques. Il reste essentiel que les forces de sécurité fassent un usage proportionné de la force dans l'exercice de leurs fonctions", a affirmé Catherine Ray, porte-parole du Service extérieur de l'Union européenne, dans une déclaration publiée sur le site de l'UE au sujet de la situation dans l'Ouest du Cameroun.

Des forces de sécurité y ont été déployées en nombre par Yaoundé il y a plusieurs semaines pour contrecarrer les attaques de séparatistes présumés contre les symboles de l'Etat.

Les régions du nord-ouest et du sud-ouest, frontalières du Nigeria regroupent les habitants anglophones, soit 20% de la population camerounaise.

Elles sont secouées depuis plus d'un an par une profonde crise socio-politique, qui s'est peu à peu muée en conflit armé de basse intensité.

"De nouveaux actes de violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun ont causé la mort d'au moins trois membres des forces de sécurité et de plusieurs civils. De tels actes ne sauraient être acceptés et ne peuvent rester impunis, de même que tout excès de violence à l'encontre de civils", a indiqué Mme Ray.

L'Union européenne se dit "convaincue que seul un dialogue sincère et constructif, en suivant les voies démocratiques et constitutionnelles, pourra conduire à une sortie durable de la crise tout en préservant l'unité et la paix pour tous les Camerounais".

La situation sécuritaire dans les zones anglophones du Cameroun s'est considérablement détériorée depuis l'annonce fin janvier de l'extradition de 47 séparatistes arrêtés au Nigeria, dont leur leader Sisiku Ayuk Tabe.

R. A.

Kenya

Fin du black-out médiatique

Les quatre chaînes de télévision kenyanes suspendues la semaine dernière dans le cadre d'un black-out médiatique décrété par le gouvernement, suite à l'investiture symbolique du leader de l'opposition Raila Odinga au poste de "président du peuple" le 30 janvier, ont désormais recommencé à émettre. Citizen TV et Inooro TV ont été les dernières à reprendre leurs programmes jeudi après-midi, quatre jours après le retour à l'antenne de NTV et de KTN News.

Le gouvernement a accusé ces chaînes d'être revenues sur un accord par lequel elles s'étaient engagées, pour des raisons de sécurité, à ne pas diffuser la cérémonie organisée par l'opposition. Le secrétaire du cabinet à l'Intérieur, Fred Matiang'i, a déclaré que ces chaînes de télévision, qui contrôlent environ 60 % des parts d'audience, travaillaient avec l'opposition pour tenter de renverser le président kenyan Uhuru Kenyatta.

"Ces chaînes resteront fermées jusqu'à la fin de l'enquête sur les circonstances de l'investiture d'Odinga", avait-il affirmé.

Un activiste a intenté une action en justice et a réussi à obtenir une annulation de la fermeture de ces chaînes tandis que le gouvernement a ignoré le verdict de la cour, affirmant que l'enquête était toujours en cours.

Par ailleurs, Royal Media Services, avait finalement décidé de faire un procès au gouvernement pour demander une compensation financière.

T. K.

Ethiopie

Des centaines de prisonniers vont être graciés

Les autorités éthiopiennes vont libérer 746 prisonniers, parmi lesquels des journalistes et un responsable de l'opposition, qui avaient été accusés de participation à une entreprise terroriste, a annoncé jeudi le bureau du procureur général. Près de 6.000 prisonniers, dont Merera Gudina, le président du Congrès fédéraliste Oromo (OFC, parti d'opposition), ont été libérés cette année dans le cadre de réformes visant à apaiser les tensions dans ce pays de la Corne de l'Afrique. Ces personnes étaient pour la plupart accusées d'avoir pris part à des manifestations contre les expropriations, devenues au fil du temps des manifestations contre le gouvernement. Le bureau du procureur général a publié

jeudi une liste contenant les noms de 746 prisonniers à gracier et l'a fait suivre au président Mulatu Teshome, qui a le pouvoir d'autoriser leur libération, a expliqué Fana, la radio d'Etat. Parmi ces prisonniers figurent un responsable de l'opposition, Andualem Arage, et le journaliste Eskinder Nega.

Les deux hommes avaient été jugés avec 18 autres personnes, dont on ignore encore si elles vont être graciées. Eskinder Nega, arrêté en 2011, avait été condamné à 18 ans de prison. Andualem Arage, membre du Parti de l'unité et pour la démocratie et la justice (UDJ), purgeait une peine à perpétuité. Début janvier, le gouvernement a annoncé sa décision de libérer et

gracier des membres de l'opposition afin de "favoriser la réconciliation nationale", selon les termes du Premier ministre, Hailemariam Desalegn.

L'Ethiopie est secouée par des violences depuis près de trois ans. Elles ont fait près de 700 morts en 2015 et 2016, selon une enquête demandée par le Parlement où l'opposition n'est pas représentée.

Les premières manifestations ont éclaté dans la province d'Oromia (sud-ouest) pour protester contre des expropriations. Les rassemblements sur les droits fonciers se sont mués au fil des mois en manifestations contre le gouvernement.

Reuters

RDC

L'offensive anti-rebelles va affecter 370.000 personnes

L'offensive lancée le mois dernier par l'armée congolaise dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) contre un groupe de rebelles ougandais devrait contraindre environ 370.000 personnes à quitter leur foyer, a annoncé jeudi l'Onu.

Les difficultés de la RDC et de l'Ouganda à mettre fin aux attaques des Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe

rebelle ougandais d'obédience islamiste, vont aggraver la crise migratoire et réduire encore plus les ressources humanitaires.

Depuis le début du conflit, qui touche principalement la région frontalière avec l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, mais aussi le centre du pays, 4,3 millions de personnes ont été forcées d'abandonner leur domicile.

Selon un rapport du Bureau

de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha), l'offensive lancée à l'est contre l'ADF devrait affecter 196.300 personnes aux alentours de Beni, ville proche de la frontière avec l'Ouganda, et 173.200 personnes dans la région de Lubero.

En 2016 et 2017, ajoute le rapport, plus de 532.000 personnes ont déjà dû fuir ces deux régions, devenues depuis la fin de la guerre civile de

1998-2003 le théâtre de rivalités sanglantes entre de nombreux groupes armés congolais, ougandais ou rwandais.

L'opération militaire congolaise a été lancée notamment en réponse à une attaque de l'ADF qui a tué 15 casques bleus de l'Onu et blessé 53 autres dans les environs de Beni en décembre.

Reuters

Kim Yo Jong, la puissante princesse de Corée du Nord

En devenant hier la première membre de la dynastie régnante nord-coréenne à se rendre au Sud, la petite soeur de Kim Jong Un affirme un peu plus sa montée en puissance au sein du régime.

Kim Yo Jong avait déjà en octobre fait une entrée remarquée au puissant politburo du parti unique de Corée du Nord, devenant ainsi la plus influente figure féminine d'un régime où le pouvoir est une affaire de famille depuis plus de 70 ans.

Sur le papier, le chef de la délégation nord-coréenne aux Jeux olympiques de Pyeongchang qui s'est ouvert hier est Kim Yong Nam, qui est officiellement le chef de l'Etat mais dont le rôle est largement honorifique. «Dans le faits, la véritable cheffe de file est Kim Yo Jong», estime l'analyste Cheong Seong-chang, de l'Institut Sejong.

Certains experts s'attendent à ce qu'elle remette un message de son frère au président sud-coréen Moon Jae-in, avec lequel la délégation nord-coréenne déjeunera samedi.

Le fait d'appartenir à la famille des Kim est à double tranchant: s'il est assorti d'avantages évidents en Corée du Nord, il peut aussi impliquer des conséquences catastrophiques en cas de disgrâce.

Jang Song Thaek, l'oncle de Kim Jong Un, a été exécuté pour trahison en 2013. Son demi-frère Kim Jong Nam a été assassiné à l'aéroport de Kuala Lumpur l'an dernier, empoisonné par un agent neurotoxique dans une attaque aux relents de Guerre froide.

Yo Jong tutoierait la trentaine, ce qui ferait d'elle la plus jeune membre du nouveau politburo dévoilé en octobre.

«Elle peut parler de tout à Kim»

Elle est l'un des trois enfants que l'ancien dirigeant Kim Jong Il a eus avec sa troisième partenaire connue, l'ancienne danseuse Ko Yong Hui. Elle entretient un lien d'autant plus spécial avec le numéro un actuel qu'elle partage avec lui la même mère. Et comme lui, elle a étudié en Suisse.

Elle a fait sa première apparition officielle dans les médias nord-coréens en 2009, en accompagnant son père en visite dans une



université agronomique.

Elle fut une figure récurrente de l'entourage de ce dernier jusqu'à sa mort en décembre 2011. Sur les photos des obsèques, elle était en bonne place, au côté de son frère.

Lorsque Kim Jong Un a pris les commandes, sa carrière publique au sein du département de la propagande du parti a décollé, jusqu'à sa nomination en 2014 comme «directrice adjointe de département» au sein du comité central, et donc son entrée au politburo en octobre.

«Elle est une des rares personnes à pouvoir parler librement de tout avec le leader Kim», croit savoir Yang Moo-jin, professeur à

l'Université des études sur la Corée du Nord à Séoul. «Elle a probablement une influence bien plus importante que les autres responsables nord-coréens pour ce qui concerne la prise de décision et la coordination politique avec le leader», ajoute-t-il, en précisant qu'elle parle couramment français et anglais.

Son frère est en train de la former aux plus hautes fonctions, selon les analystes, et elle fait ses grands débuts diplomatiques aux jeux Olympiques d'hiver.

Les femmes sont extrêmement rares dans la hiérarchie politique de Corée du Nord, dont la société reste profondément patriarcale. Mais la famille Kim fait exception.

Pendant des décennies, Kim Kyong Hui

fut une proche collaboratrice de son frère Kim Jong Il, occupant des fonctions de premier plan au sein du parti et devenant même en 2010 générale quatre étoiles. Mais elle a quasiment disparu de la scène publique depuis l'exécution de son mari Jang Song Thaek. Jusqu'à leur tombée en disgrâce, le couple était perçu comme tout puissant et comme ayant joué un rôle essentiel dans la passation du pouvoir aux mains de Kim Jong Un. Mais l'ascension de Yo Jong a été encore plus fulgurante, puisqu'elle est entrée à l'Assemblée populaire suprême, le «Parlement» du Nord, à 27 ans seulement. Sa tante Kyong Hui n'y entra qu'à 44 ans.

AFP

Russie

Groudinine, le communiste millionnaire qui veut être président

■ Homme d'affaires dont les revenus se comptent en millions de dollars, Pavel Groudinine n'en reste pas moins le candidat du Parti communiste russe à l'élection présidentielle du 18 mars. Surnommé le «roi de la fraise», M. Groudinine, 57 ans, est directeur du «Sovkhoze Lénine», une ferme de fruits et de produits laitiers située sur un terrain onéreux de la banlieue de Moscou.

Abondante chevelure grise, moustache et permanent sourire aux lèvres, son intronisation par le Parti communiste a créé la surprise. Elle a aussi donné un coup de jeune à une formation représentée depuis la chute de l'URSS par Guennadi Ziouganov, 73 ans, devenue sous Vladimir Poutine de moins en moins critique envers le pouvoir.

Crédité d'environ 7% des voix par les sondages, Pavel Groudinine se situe actuellement en deuxième place sur les huit prétendants à la présidentielle — très loin de l'homme fort du Kremlin (plus de 70%). Sur le papier, il a toutes les caracté-

ristiques d'un candidat communiste: il dirige une ancienne ferme d'Etat soviétique et fait l'éloge de Staline, avec qui il cultive une vague ressemblance physique.

Pavel Groudinine n'est paradoxalement pas membre du Parti communiste et a par le passé critiqué ses «dogmes».

La majorité de sa fortune vient de la location et de la vente de terrains coûteux aux alentours de Moscou à des hypermarchés.

L'année dernière, son entreprise a affiché un chiffre d'affaires d'environ 4 milliards de roubles (57 millions d'euros). Il a déclaré des revenus de 157 millions de roubles (2,2 millions d'euros) sur les six dernières années. «Ce n'est pas si mal», s'est-il félicité lors d'une récente conférence de presse.

Certains observateurs voient dans sa candidature à la présidentielle une manoeuvre du pouvoir pour encourager la participation, incertaine vu le résultat prévisible du scrutin, sans poser de réel danger à

M. Poutine.

S'il n'hésite pas à critiquer certaines politiques du gouvernement, il ne s'en prend jamais personnellement au président russe. «Il s'agit d'une bataille d'idéologies, et non une bataille de personnes», justifie-t-il. Il a par le passé publiquement soutenu Vladimir Poutine et même été membre du principal parti pro-Kremlin, Russie Unie.

«Capitaliste»

Le dirigeant historique du Parti communiste, Guennadi Ziouganov, a fait l'éloge du nouveau candidat, dont il vante l'application des principes socialistes à son entreprise qui propose un jardin d'enfants pour les employés et des salaires supérieurs à la moyenne.

«Territoire de l'optimisme social» selon M. Ziouganov, le Sovkhoze Lénine représente un quartier à lui tout seul. On y pénètre via un portail orné de motifs en forme de fraise.

Fondé en 1918 comme une vitrine de l'agriculture soviétique, le sov-

khoze a été privatisé en 1995 et Pavel Groudinine en a pris la tête.

Aujourd'hui, il revendique d'avoir modernisé l'ancienne ferme d'Etat, avec par exemple la traite mécanisée des vaches, tout en investissant une partie des profits dans des services aux salariés, en bien meilleur état que dans les établissements d'Etat.

A l'école de la ferme, qui a ouvert l'année dernière, les enfants apprennent la modélisation sur ordinateur et l'histoire grecque antique, tandis que le jardin d'enfants, immaculé, est équipé d'une pièce entière avec des Lego. Pavel Groudinine a beau être un «capitaliste», la manière dont il traite ses employés est bien vue par les électeurs communistes, explique l'analyste politique Konstantin Kalatchev.

«Sous pression»

Sa candidature surprise a suscité un intérêt renouvelé pour le parti communiste, provoquant des articles hostiles dans la presse

populaire pro-Kremlin qui a mis en doute son intégrité en évoquant des comptes bancaires à l'étranger.

La montée en popularité du candidat communiste a «provoqué peur et consternation» dans l'équipe de campagne du président, selon le député communiste Valéri Rachkine. «Ils essayent désormais de le salir».

Pavel Groudinine s'est de son côté plaint de visites intempestives des inspecteurs des impôts et d'un temps d'antenne très limité, disant être «en permanence sous pression». Selon M. Kalatchev, le Kremlin est partagé sur l'attitude à adopter face à M. Groudinine. «D'un côté, ils ont besoin d'une bonne participation. De l'autre, ils devront le saborder s'il grignote l'électorat de Poutine», explique l'analyste.

Selon lui, M. Groudinine pourrait s'accommoder d'un poste de gouverneur régional de Moscou, et il devra pour cela rester sous les 15% lors du scrutin du 18 mars.

AFP

Budget américain



Un premier accord au Congrès pour sortir de l'impasse

Le Sénat américain a approuvé tôt hier un accord budgétaire crucial sur le financement de l'Etat fédéral qui doit encore être voté par la chambre basse pour éviter le «shutdown», la fermeture partielle du gouvernement, pour la seconde fois en trois semaines.

Au terme d'une journée à rebondissements, les sénateurs ont dû convoquer une session de rattrapage après avoir passé l'heure limite de minuit, à partir de laquelle le gouvernement ne disposait plus des crédits pour fonctionner.

L'Etat doit alors mettre au chômage technique des centaines de milliers de fonctionnaires dans les ministères, les services fiscaux ou les parcs nationaux. L'administration Trump avait vécu sa première paralysie le 20 janvier, déjà faute d'accord sur le budget. Elle avait duré trois jours.

Le scrutin a été bloqué pendant plusieurs heures par Rand Paul, un républicain, qui s'opposait notamment au relèvement du plafond de la dette américaine. La présidence du Sénat a dû suspendre la séance à minuit (05h00 GMT) pour en ouvrir une nouvelle une minute plus tard et convoquer un vote. Celui-ci s'est conclu par une large approbation (71 voix contre 28).

La Chambre des représentants doit désormais approuver le texte, qui rencontre également des oppositions chez les élus. De source parlementaire, un vote pourrait intervenir vers 05h00 (10h00 GMT).

Le président Donald Trump doit ensuite promulguer la loi.

La paralysie pourrait donc être brève, mais elle illustre la polarisation des élus américains alors que la proposition a reçu le soutien des dirigeants républicain et démocrates.

budget de la Maison-Blanche avait présagé d'un échec et demandé aux différentes agences gouvernementales de «se préparer à une interruption des crédits», selon un haut responsable.

«Je ne peux pas en toute honnêteté et en toute bonne foi regarder ailleurs car mon parti est maintenant complice des déficits», avait lancé M. Paul, dénonçant «l'hypocrisie» de ses collègues républicains qui avaient refusé le relèvement du plafond de la dette demandé par Barack Obama.

Le chef de la majorité sénatoriale, le républicain Mitch McConnell, et son homologue démocrate, Chuck Schumer, avaient pourtant trouvé mercredi un terrain d'entente sur les montants des budgets 2018 et 2019, permettant au gouvernement de planifier à long terme ses dépenses et investissements.

L'accord offre à M. Trump la possibilité de tenir une des promesses de campagne, le gonflement du budget militaire, en augmentant le plafond de la dette jusqu'en mars 2019.

L'opposition démocrate a de son côté obtenu une augmentation comparable pour les dépenses non-militaires comme la lutte contre les opiacés, la couverture maladie des enfants pauvres, les investissements dans les infrastructures, ou une aide de 90 milliards de dollars pour les Etats ravagés par les ouragans et incendies en 2017.

Au total, la hausse pourrait atteindre 300 milliards de dollars par an, de source sénatoriale.

notre armée et la classe moyenne (qui a) depuis des décennies souffert d'une austérité inutile que le Congrès s'est lui-même imposée», a affirmé Chuck Schumer devant les sénateurs.

Mais certains parlementaires grincent des dents. Des républicains estiment que le texte va considérablement augmenter la dette du pays, alors qu'une loi sur une baisse massive des impôts vient d'être votée.

Les démocrates grondent car il ne mentionne pas la régularisation à terme des centaines de milliers de clandestins appelés «Dreamers» (rêveurs). L'opposition veut lier le sort de ces jeunes entrés illégalement dans le pays alors qu'ils étaient enfants à un accord budgétaire, ce qui avait déjà mené au «shutdown» il y a trois semaines.

Les «Dreamers» étaient protégés de toute expulsion par le programme Daca, créé en 2012 par l'ancien président Barack Obama. Donald Trump a abrogé le décret de son prédécesseur et a donné au Congrès jusqu'au 5 mars pour trouver une issue législative.

La cheffe des démocrates à la Chambre, Nancy Pelosi, a prévenu qu'elle voterait «non» si un débat sur l'immigration n'était pas mis à l'ordre du jour. Elle s'est exprimée mercredi dans l'hémicycle pendant huit heures et sept minutes - un record - en lisant des témoignages de «Dreamers».

«Les deux partis sont vraiment engagés pour trouver une solution au défi du Daca», a rassuré jeudi le président de la Chambre des représentants, le républicain Paul Ryan.

Venezuela : sonnée, l'opposition hésite à participer à la présidentielle

■ L'opposition vénézuélienne, ébranlée par l'annonce de la date de l'élection présidentielle anticipée, fixée au 22 avril, doit décider de la stratégie à suivre, entre boycott du scrutin et participation pour contrer une possible réélection de Nicolas Maduro.

«Nous sommes comme ces boxeurs qui ont reçu tant de coups qu'ils sont étourdis», a admis jeudi le principal négociateur du camp antigouvernemental Julio Borges, au lendemain du coup de massue asséné par le Conseil national électoral (CNE), accusé de servir le pouvoir.

«Ces élections n'ont pas l'assentiment de tous les partis politiques et limitent la possibilité d'y concourir», a dénoncé le département d'Etat américain, accusant M. Maduro de «continuer à démanteler la démocratie vénézuélienne».

L'annonce de la date du scrutin par les autorités électorales, quelques heures après l'échec des négociations en République dominicaine entre gouvernement et opposition, est le dernier épisode d'une série de déconvenues qui ont affaibli la MUD, principale coalition des adversaires du président socialiste.

La MUD a ainsi été interdite de participation à la présidentielle par les autorités, de même que ses deux principales figures, Henrique Capriles, qui s'est déjà présenté deux fois, et Leopoldo Lopez, actuellement en résidence surveillée.

En réponse, Julio Borges a appelé son camp, fracturé par de graves divisions, à faire front uni.

La MUD, qui réunit une trentaine de partis, n'arrive pas à s'entendre sur la stratégie pour chasser Nicolas Maduro du pouvoir, une lutte qui a connu une période particulièrement dramatique en 2017 avec quatre mois de protestations violentes au cours desquelles 125 ont été tués.

«Sans unité, nous sommes morts», a déclaré M. Borges dans un entretien diffusé à la radio, expliquant que l'opposition hésite encore à participer au scrutin.

Deux scénarios sont envisagés: «s'enfermer complètement et que les partis politiques et la société vénézuélienne» refusent d'aller aux urnes, ou présenter un candidat unique de l'opposition afin de montrer au grand jour «toutes les irrégularités» du processus.

«Fraude si nécessaire»

M. Borges a ajouté que des réunions étaient prévues entre les dirigeants de la MUD et différents représentants de la société en vue d'étudier la marche à suivre.

Une nouvelle tournée internationale pour dénoncer la situation au Venezuela est également à l'étude.

Au pouvoir depuis 2013 et très impopulaire dans un contexte de grave crise économique, Nicolas Maduro cherche à obtenir un nouveau mandat.

Dans le scénario actuel, «c'est clairement la victoire de Maduro qui se dessine», estime la politologue Francine Jacome, «à moins que l'opposition ne réussisse à s'unir».

Pour sa part, le président Maduro a déclaré jeudi être prêt à reprendre le dialogue avec l'opposition si elle accepte de signer le document issu des négociations de Saint-Domingue, pour le moment suspendues sine die.

«J'ai signé l'accord de Saint-Domingue», a dit M. Maduro. «J'invite tous les partis politiques de la MUD à signer l'accord. S'il y a de nouveaux sujets, nous continuerons à en discuter».

Face au risque de nouvelles divisions et devant la perspective d'une réélection de M. Maduro qui semble courue d'avance, l'expert Leandro Area déconseille aux opposants de participer au scrutin. «Il ne s'agit pas de s'abstenir, mais de ne pas participer à une fraude», fait-il valoir.

«Le président Nicolas Maduro va fortement manipuler les règles du jeu afin de s'assurer de sa réélection, même en ayant recours à la fraude si nécessaire, faisant de la rue le moyen le plus sûr pour un changement de régime», abonde le cabinet Eurasia Group.

D'autres experts, comme Luis Salamanca, jugent au contraire que les adversaires du président ne doivent pas lui laisser le champ libre, malgré des «conditions injustes».

«C'est sur le terrain électoral que se trouvent les principales opportunités de provoquer des (changements) politiques majeurs», souligne-t-il.

Une partie de la communauté internationale, dont l'Union européenne et la Colombie, a déjà dit qu'elle ne reconnaîtrait pas les résultats de ce scrutin, dénoncé par Washington comme n'étant «ni libre, ni juste».

Jeudi, par 480 voix pour, 51 contre et 70 abstentions, les eurodéputés, réunis en session plénière à Strasbourg, ont demandé que ces sanctions soient étendues aux principaux responsables de l'aggravation de la crise politique, sociale, économique et humanitaire (au Venezuela), à savoir le président (Maduro), le vice-président (Tareck El Aissami) et les principaux responsables militaires.

Les Etats-Unis ont déjà pris des sanctions individuelles contre de hauts responsables du gouvernement et interdit aux citoyens et banques américains toute transaction de dette vénézuélienne. Washington envisage de sanctionner aussi les exportations pétrolières du pays.

Hypocrisie

Dans l'après-midi, la direction du

Armée et classe moyenne

«Ce budget fait les deux, financer

AFP

AFP

Etats-Unis

Baltimore, gangrénée par les gangs... et les policiers ripoux



En plus de sa criminalité record, Baltimore a-t-elle la police la plus corrompue des Etats-Unis ? Un procès emblématique qui s'y achève a révélé des pratiques illégales généralisées chez les agents immergés dans les bas-fonds de la ville gangrénée par les gangs.

Rackets, cambriolages, fausses dépositions, vols à main armée: durant trois semaines d'audience, les habitants du grand port de la côte orientale des Etats-Unis ont assisté à un déballage édifiant sur les agissements des hommes théoriquement chargés de leur sécurité.

A l'origine du scandale se trouve la Gun Trace Task Force, unité d'élite censée traquer les armes disséminées dans les quartiers en déshérence.

Huit policiers ont été inculpés, parmi lesquels six membres de cette brigade criminelle de terrain, qui ont plaidé coupable, espérant atténuer leur future sentence.

Quatre parmi ces derniers ont déposé à charge lors du procès, contre deux agents qui ne reconnaissent pas les faits: Daniel Hersl et Marcus Taylor encourrent la réclusion criminelle à perpétuité.

Les débats ont jeté une lumière crue sur les dérives des hommes de la Gun Trace Task Force. «Dit simplement, ils étaient à la fois flics et voleurs», a résumé le procureur Leo Wise.

Policiers vendeurs d'armes

Pariant sur le fait que leurs victimes, issues de la minorité afro-américaine, n'oseraient jamais déposer plainte, les enquêteurs en civil ont fait main basse sur le produit de l'argent de la drogue qui ronge Baltimore.

Alors que leur mission était de récupérer les armes illégales, ils ont largement animé cette contrebande, revendant les pistolets volés au lieu de les saisir.

Le taux d'homicides à Baltimore est bien pire qu'à Chicago: la cité portuaire est arrivée en 2017 au deuxième rang national après St. Louis (Missouri), un bilan qui a justifié le remplacement en janvier du chef de la police.

Les agents ripoux ont aussi trafiqué de la drogue, implanté des fausses preuves chez des suspects, triché sur leurs heures supplémentaires. A une

occasion, lors d'une perquisition conduite sans mandat judiciaire, les membres de l'unité ont découvert 200.000 dollars dans un coffre-fort. Après s'être partagé la moitié de la somme, ils ont prétendu faire irruption dans la pièce pour la première fois, trouvant 100.000 dollars dans le coffre, cette mise en scène étant soigneusement filmée par le chef d'équipe.

Les policiers ont été jusqu'à placer des dispositifs GPS de filature sur des véhicules, pour cambrioler le domicile de leurs propriétaires. Ils ont fourni des gilets pare-balles à des complices pour qu'ils commettent des braquages.

Les accusés, écroués depuis mars, ont comparu en combinaison de détenu. Le jury s'est retiré pour délibérer vendredi en début d'après-midi.

Confiance durablement entamée

Ce procès, l'un des plus importants ces dernières années en matière de corruption policière aux Etats-Unis, soulève des questions importantes à plus long terme pour la métropole de 600.000 habitants, dont le surnom de «Charm City» peut parfois sembler ironique.

Comment de tels agissements ont-ils perduré durant au moins cinq ans ? Les agents jugés sont-ils des brebis galeuses isolées au sein du Baltimore Police Department (BPD) ?

L'assurance avec laquelle ils ont

commis leurs méfaits laisse songeur, alors que la police de Baltimore faisait en même temps l'objet d'une enquête fédérale diligentée par la division des droits civiques du ministère américain de la Justice.

Il faut espérer que ce procès débouche sur une «prise de conscience renforcée», confie à l'AFP Amy Dillard, professeure de droit à l'université de Baltimore, en rappelant que les accusations de fautes policières sont monnaie courante dans l'univers pénal de Baltimore.

Selon elle, «les agents de police ont bénéficié historiquement d'une présomption irréfutable de crédibilité et de bonne foi» et les faits rapportés à l'audience permettent de rétablir une «réalité». L'affaire contribue aussi à creuser le fossé de défiance entre la police et la population de Baltimore. Une défiance qui reste vive depuis la mort en 2015 de Freddie Gray, un Noir de 25 ans grièvement blessé aux cervicales dans un fourgon policier.

«Soyez rassurés», a fait savoir jeudi la maire de la ville, Catherine Pugh, dans un communiqué. «Nous travaillons sur la culture et les pratiques de la police de Baltimore afin de générer le plus haut niveau de confiance exigé par nos concitoyens».

AFP

Californie

Manifestation contre l'extension des forages en mer

■ Des militants écologistes ont manifesté jeudi en Californie pour dénoncer l'extension des forages en mer proposée au début de l'année par l'administration Trump.

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés à Sacramento, la capitale de l'Etat, avant une réunion publique organisée par le Bureau de gestion des énergies océaniques dépendant du département de l'Intérieur.

«Le pétrole et la vie aquatique ne font pas bon ménage», pouvait-on lire sur une des banderoles brandies par les manifestants, réunis à l'appel de plusieurs organisations, dont le Sierra Club, le Centre pour la diversité biologique et le Conseil de défense des ressources naturelles.

«Ne polluez pas notre planète au nom de vos profits», a déclaré Hannah-Beth Jackson, élue de Santa Barbara au Sénat de Californie.

L'administration Trump a proposé au début de l'année d'autoriser les forages pétroliers et gaziers au large de la quasi-totalité des côtes américaines, en revenant sur les dispositions prises pour protéger les zones baignées par les océans Arctique, Atlantique et Pacifique.

Selon Ryan Zinke, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le programme d'attribution des permis de prospection sur le plateau continental extérieur pour la période allant de 2019 à 2024 permettra l'attribution de concessions sur 90% de la superficie totale de ce plateau.

Le gouvernement fédéral a prévu une vingtaine de réunions publiques dans les Etats côtiers pour défendre son projet.

Le département américain de l'Intérieur, qui n'a pas de maîtrise des questions de police contrairement à d'autres pays occidentaux, est chargé en revanche des terres fédérales.

Reuters

Angleterre

Des migrants exploités dans une ferme

■ La police britannique a arrêté jeudi trois hommes suspectés d'asservir 200 migrants dans une ferme de floriculture, une opération considérée par les autorités comme la plus vaste action de répression menée contre l'esclavage moderne.

Les travailleurs exploités, en majorité des hommes originaires de Bulgarie, de Lituanie et de Roumanie, vont être pris en charge par des organisations caritatives, a annoncé la police de Cornouailles, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

S'ils le souhaitent, ils pourront bénéficier d'un suivi psychologique, d'une aide au logement, ainsi que de conseils juridiques, notamment concernant l'immigration, a ajouté Kathryn Taylor, membre de l'Armée du salut.

Au moins 13.000 personnes seraient victimes de travail forcé, d'exploitation sexuelle et de servitude domestique en Grande-Bretagne, selon une estimation du gouvernement. La police estime que le nombre réel est sans doute bien plus élevé.

Reuters

Séisme au Taïwan

Les secours recherchent sept disparus

■ Les opérations de secours se poursuivent vendredi dans la ville de Hualien à Taïwan, où le bilan du tremblement de terre qui a frappé mardi soir cette ville de 100.000 habitants s'établit toujours à dix morts au moins et sept disparus.

Les autorités recensent également 270 blessés dans la ville, où quatre immeubles se sont effondrés. Les sauveteurs se sont notamment concentrés sur un immeuble de douze étages abritant des appartements d'habitation et un petit hôtel qui s'est effondré mardi soir, formant un angle à 45° avec le sol. «Tout le monde a été surpris», a raconté à Reuters un des occupants, Huang Chang Po, 58 ans, propriétaire d'un appartement dans cet immeuble bâti en 1994. «Nous subissons tout le temps de forts tremblements de terre à Hualien et c'est vraiment étrange que notre immeuble se soit effondré», a-t-il ajouté.

De récentes modifications structurelles du bâtiment pourraient en être la cause. Une ins-

pection technique va être menée.

Le tremblement de terre qui a frappé mardi peu avant minuit (16h00 GMT) avait une magnitude de 6,4 et son épicentre a été localisé à environ 22 km au nord-est de la ville, à une profondeur de moins d'un kilomètre, a déclaré l'institut américain de veille géologique (USGS).

Complicant la tâche des secouristes, plus de 220 répliques ont été comptabilisées depuis le séisme initial, dont une qui a atteint la magnitude 5,7.

Six cents soldats et 1.300 policiers participent aux opérations, ainsi qu'une équipe de secouristes japonais.

La présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, de retour dans la ville pour la deuxième fois depuis le séisme, a annoncé jeudi que les autorités «ne céderont rien» dans leurs opérations de secours et de reconstruction.

Situé à 120 km au sud de Taïpei, Hualien, sur la côte est de Taïwan, est une destination

touristique très prisée, notamment du fait de sa proximité avec le parc national de Taroko, célèbre pour ses gorges, et avec la côte du Pacifique, très découpée.

Parmi les blessés figurent des ressortissants de la Chine continentale, du Japon, de Corée du Sud, de Singapour et de la République tchèque. Trois Chinois du continent sont au nombre des morts, ont précisé les autorités.

Quelque 40.000 habitations ont été privées d'eau et 1.900 d'électricité.

Un tremblement de terre de magnitude 6,1 avait eu lieu dans la région dimanche, sans faire ni victimes ni dégâts.

Plus de 100 personnes ont trouvé la mort dans un séisme en 2016 dans le sud de Taïwan et l'île reste traumatisée par le souvenir du tremblement de terre de 1999, de magnitude 7,6, qui avait fait plus de 2.000 morts.

Reuters

Il sera examiné en 2019

Le dossier du raï est «prêt» pour son inscription à l'Unesco

Le dossier de la musique raï est «prêt» et sera examiné en 2019 pour son inscription dans la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, a appris l'APS auprès de l'Unesco.



«**D**éposé officiellement par l'Algérie en mars 2016, le dossier de la musique raï est prêt et sera examiné par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco au courant de l'année 2019», a précisé une source au fait du dossier, qui a infirmé les écrits de presse faisant état qu'un autre pays de la région avait déposé un dossier pour ce genre musical propre à la région ouest de l'Algérie.

«Pour l'instant, aucun autre pays n'a déposé de dossier pour le raï», a-t-il affirmé.

En janvier dernier, le directeur du Centre national de recherches préhistoriques,

anthropologiques et historiques (Cnrap), Slimane Hachi, avait indiqué, rappelle-t-on, dans une déclaration à l'APS, que le dossier de l'inscription du raï, comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité, «est en cours d'examen par les différents organes et experts de l'Unesco, et doit suivre toutes les étapes d'évaluation».

Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco se réunit en session chaque année, a-t-on encore précisé. Le raï, genre musical algérien, s'est internationalisé à partir des années 1990, notamment, à travers ses deux grands interprètes, cheb Khaled et cheb Mami.

Pour le couscous, une spé-

cialité culinaire de la région du Maghreb et plat préparé à base de semoule de blé dur, notre source a expliqué que plusieurs séances de travail ont été effectuées entre experts de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie qui «se sont mis d'accord pour présenter un dossier commun transnational».

Selon la même source, une réunion est prévue, à cet effet, en avril prochain entre les mêmes experts pour déterminer la période du dépôt du dossier à l'Unesco afin qu'il soit inscrit dans la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Slimane Hachi avait affirmé que le dossier du classement du couscous, en tant que patrimoine universel, «est un projet

commun aux pays du Maghreb», précisant que son montage «est en cours et des réunions d'experts de ces pays se tiendront prochainement».

Selon des experts, le couscous qui est un plat «plusieurs fois millénaire», qui remonte à l'Antiquité, appartient à plusieurs peuples de la région.

Pour rappel, l'Algérie compte six faits culturels classés à la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Il s'agit d'Ahellil du Gourara (2008), du costume nuptiale féminin de Tlemcen (2011), du pèlerinage du Rakb de Sidi Cheikh (2013), de l'imzad (2013), de la fête de la Sbeiba à Djanet (2014) et du Sboua de Timimoun (2015).

H. M.

En présence de spécialistes

Débat sur la sécurité linguistique et culturelle

La sécurité linguistique et culturelle en Algérie est autant importante que la sécurité militaire et économique pour la sauvegarde de l'identité nationale du reniement et de la disparition, ont affirmé, jeudi à Alger, des chercheurs et des spécialistes lors d'une journée d'études.

Organisée par le Conseil supérieur de la langue arabe (Csla) à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, cette journée a été l'occasion pour les intervenants de débattre de l'importance de la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, portant officialisation de la langue amazighe et qui a été renforcée par la consécration du Nouvel An amazighe, journée nationale, dans le cadre d'une démarche visant la consolidation de l'unité et de l'identité nationale, affirmant que la discordance de la sécurité intellectuelle «peut être instrumentalisée pour provoquer la fitna».

A ce propos, le président du Csla, Salah Belaïd a déclaré à l'APS, que l'avis et les

idées que peut apporter l'élite à ce nouveau système linguistique après la promotion de tamazight, langue nationale et officielle, est «nécessaire et c'est l'objectif même de cette journée d'étude qui intervient pour répondre aux nombreuses questions sur la façon d'utiliser deux langues officielles». «Il est temps de poser des idées scientifiques précises pour que cet usage ne soit pas un différend, mais une différence logique découlant d'une culture nationale ancrée dans les racines de la nation», a-t-il indiqué estimant que la langue «qui regroupe» les pratiques amazighes dans toutes les régions de l'Algérie «peut se produire après un siècle».

Pour M. Belaïd, il appartient aux linguistes d'oeuvrer «sans précipitation et loin de toute démagogie» à la promotion des institutions en rapport avec les deux langues nationales sans concurrence aucune «dans le but de préserver l'unité nationale dont les ancêtres ont réalisé une

valeur pour l'existence de l'Algérie», a ajouté M. Belaïd, soulignant qu'ils ont institué le multilinguisme loin de toute division ou antagonisme entre les enfants du peuple et arrivés à être fiers de sa langue et sa citoyenneté (arabe et amazigh) depuis 17 siècles.

Les participants à cette journée d'étude des universités de Tlemcen, Batna, Mila, Sétif, Guelma, Saïda et d'autres universités algériennes estiment que la sécurité linguistique et culturelle «constituent un rempart pour les générations contre les invasions intellectuelles subversives». Dans ce sens, les recommandations de cette rencontre ont axé sur l'encouragement de la société civile à promouvoir la langue et la culture à condition que le premier objectif soit la réalisation de la sécurité linguistique et culturelle de la société et des institutions de l'Etat ainsi que la vulgarisation continue de ces deux concepts.

O. L.

Une représentation de la pièce *La source* a été donnée

Alger-Centre inaugure son théâtre municipal

Le nouveau théâtre municipal d'Alger-Centre, anciennement salle de cinéma Echabab (ex-Casino), a été inauguré jeudi soir par une représentation de la pièce *La source*, revisitant l'histoire du Théâtre algérien, mise en scène par le Théâtre régional de Mostaganem.

Cette salle de spectacles construite en 1910 à la rue Larbi Ben M'hidi et qui a été transformée en salle de cinéma au lendemain de l'indépendance a bénéficié d'une opération de restauration par la commune d'Alger-Centre et inaugurée en 2013.

D'une capacité de 500 places, la salle Echabab est devenue le Théâtre municipal d'Alger suite à un accord entre la commune et le Théâtre national algérien qui a annoncé une programmation régulière et des sessions de formation pour les jeunes amateurs du 4^{ème} art.

Spectacle inaugural de ce nouvel espace, *La source*, jouée devant une salle comble, convoque sur les planches les plus grands noms du théâtre algérien dans une comédie donnant à réfléchir sur l'état des lieux de cet art, le statut de l'artiste et sa passion inconditionnelle pour la scène.

Sur un texte de Mustapha Kessaci, *La source* met en scène un groupe de comédiens et de musiciens pendant le montage d'un spectacle et confronte les visions d'un chef d'orchestre et homme de théâtre passionné, campé par Hawki Bouzid, et celle d'un metteur en scène profane, joué par Mohamed Frimehdi, à la recherche de financement et de reconnaissance. Cette pièce de théâtre se veut également un hommage à des monuments du 4^{ème} art à l'image de Rouiched, Abdelkader Alloula, Azzedine Medjoubi, Kateb Yacine, Mohamed Boudia, Ould Abderrahmane Kaki ou encore Sirat Boumediène, en intégrant des extraits de leurs oeuvres au spectacle. Cette production avait reçu une mention spéciale du jury du 12^e Festival national du théâtre professionnel tenu à Alger en décembre dernier.

A la fin de la soirée, la commune d'Alger-Centre a rendu une série d'hommages à des comédiens de renom dont Doudja Achaâchi, Sabiha Chami, Fadhila Assous, Yacine Mesbah, ou encore Djilali Boudjemaâ.

Rencontrés par l'APS, plusieurs professionnels du théâtre ont salué cette initiative qui devrait «renforcer la dynamique du théâtre dans la capitale», précisant que cette salle est «bien adaptée aux besoins techniques du théâtre» même si les spectateurs ont un mauvais angle de vue à partir du balcon initialement conçu pour le cinéma.

Le théâtre municipal d'Alger prévoit une seconde représentation de la pièce *La source* vendredi et la générale du monologue *Dis que t'as tort !* écrit et mis en scène par Ahmed Rezzak, prévue samedi. L. A.

PAROLES DE FEMMES

" Parfois c'est dure d'attendre quelqu'un qui ne reviendra jamais... ! et sa fait mal d'y croire que ce jour viendra ! "

Assia Djebbar



FEMMES

ILS ONT DIT :

" Il faut prendre des risques, il faut toujours prendre des risques. Mais l'attente comporte aussi un risque. "

Paul Desmarais

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Mathilde Seigner arrêtée ivre au volant de sa voiture



Ayant constaté que le taux d'alcoolémie de Mathilde Seigner était moins lourd qu'annoncé après son arrestation, le président du tribunal a été compréhensif. De plus, la comédienne avait plaidé coupable et fait acte de contrition dans les médias.

La justice est passée dans l'affaire Mathilde Seigner. Dans la nuit du 28 décembre dernier, suite à un dîner arrosé dans un restaurant parisien, la comédienne avait été placée en garde à vue après avoir projeté son véhicule sur les barrières du lycée Henri IV, à Paris. Elle avait décidé de plaider coupable. Convoquée au tribunal de grande instance (TGI) de Paris, mardi 6 février, pour une comparution en connaissance préalable de culpabilité, l'actrice de 50 ans n'a pas nié sa responsabilité et a été condamnée par la justice selon *Closer*.

Le président du TGI a communiqué une information qui a plaidé en faveur de l'actrice : les résultats d'analyses de son taux d'alcoolémie étaient faussés. Au lieu de 3,05 grammes d'alcool par litre de sang, elle avait en réalité 2,2 grammes. Ce serait donc un peu moins de 10 verres que la comédienne aurait bu ce soir-là. L'héroïne de *Camping* avait expliqué aux policiers être restée au restaurant de 23 h à 2 h du matin et parlé de trois bouteilles de vin blanc pour cinq personnes. Trois semaines après cette nuit agitée, Mathilde s'était confiée dans les colonnes de *Gala* : «J'ai eu peur. Si je reconduis un jour, je ne reprendrai plus jamais le volant en ayant picolé. 16 h de garde à vue, ça calme et ça m'a servi définitivement de leçon. La journée a été très dure. J'aurais pu renverser quelqu'un, j'aurais pu me faire mal, je sais que j'ai fait une énorme bêtise».

«Il y a une chose que je voudrais dire à tous les Français : ne prenez surtout pas votre voiture dans ces cas-là. On met sa vie en danger et surtout la vie des autres», avait aussi confié la soeur d'Emmanuelle Seigner à Télé Star quelques jours après son accident. Dans sa détresse, elle avait pu compter sur l'amitié de ses amis, dont celle du comédien Richard Berry.

Le sport serait un excellent anti-rides

Oubliez les crèmes anti-âge coûteuses ! Des scientifiques canadiens ont découvert que l'exercice physique régulier peut être la clé pour inverser le processus de vieillissement de la peau.

Des chercheurs de l'Université McMaster en Ontario ont constaté que sur les souris et sur les humains, le sport a un effet bénéfique sur le vieillissement de la peau.

Leur première étude a été menée sur des souris. Les scientifiques ont privé un groupe de rongeurs de leur roue d'exercice. Ils ont constaté que ces animaux témoins sont devenus faibles, sont tombés malades et sont aussi devenus chauves ou grisonnants.

En revanche les rongeurs qui ont pu continuer à faire de l'exercice dans leurs roues étaient en

meilleure santé, leur cœur, cerveau et organes reproducteurs sont restés sains. Ils ont aussi gardé une belle fourrure qui n'est jamais devenue grise.

Le sport ralentit le phénomène de vieillissement

Encouragée par ces résultats, l'équipe de chercheurs a continué à étudier ce phénomène mais sur un groupe de 29 volontaires, hommes et femmes âgés de 20 à 84 ans. La moitié des participants a été invitée à participer à au moins trois heures d'exercice par semaine tandis que l'autre groupe est resté essentiellement sédentaire.

Tous les volontaires ont cédé une parcelle de peau de leurs fesses, une zone très rarement exposée aux effets nocifs du

soleil pour une biopsie. Les sportifs de plus de 40 ans avaient une peau plus jeune de vingt ans par rapport aux sédentaires du même âge. "Je ne veux pas être excessif, mais les résultats sur la peau sont vraiment remarquables à voir", explique le docteur Mark Tarnopolsky, médecin de médecine sportive et chef du service des maladies neuromusculaires et des troubles neurométaboliques de l'Université McMaster qui a supervisé l'étude. "Et si le sport semble ralentir le vieillissement de la peau, il serait aussi capable d'inverser ce processus".

Le sport inverse le phénomène de vieillissement

La dernière partie des recherches a en effet porté sur un groupe témoins de 65 ans non

sportifs, mais qui a adopté un régime de remise en forme pendant trois mois.

Quand les chercheurs ont comparé la qualité de leur peau, ils ont constaté que les couches à la fois interne et externe de la peau ressemblaient à celles d'un individu de 20 à 40 ans.

"Un groupe de protéines nommées myokines (IL-15) sécrétées par les cellules musculaires et diffusées dans le corps se retrouvent, en cas d'exercice physique, à des concentrations supérieures de 50% et pourraient exercer cet effet anti-âge", explique le chercheur.

Même si l'étude a été menée sur un petit échantillon et qu'il est nécessaire de réaliser d'autres recherches, ces résultats sont encourageants et valident une fois de plus les bienfaits pour la santé de l'activité physique.



Maman

Allaiter longtemps son enfant le protège des maladies cardiovasculaires



Le poids de naissance et une durée trop courte de l'allaitement sont des facteurs de risques d'inflammation et de maladies

cardiaques à l'âge adulte selon une nouvelle étude scientifique américaine. Un faible poids de naissance et une faible durée de l'allaitement augmentent les risques pour les adultes d'inflammations et de maladies cardiaques d'après les résultats de cette étude publiée dans la revue spécialisée *Proceedings of The Royal Society*.

Des concentrations élevées de la protéine C-réactive prédisent un risque accru d'inflammation chronique, de maladies cardiovasculaires et métaboliques à l'âge adulte. Mais les facteurs de développement de cette protéine ne sont pas connus. Les chercheurs de la Northwestern University ont analysé les données médicales de 6.951 jeunes adultes âgés de 24 à 32 ans récupérées dans la base de la National Longitudinal Study of Adolescent Health. Les scientifiques voulaient comprendre si les niveaux de protéine C-réactive, ce biomarqueur clé de l'inflammation pouvaient être

associés au poids de naissance et à la durée de l'allaitement maternel.

La durée de l'allaitement a un vrai impact sur la santé

Les chercheurs ont constaté qu'un faible poids de naissance était lié à une forte concentration de protéines C-réactive à l'âge adulte et qu'un allaitement de longue durée semble modifier ces taux.

Comparativement aux personnes non allaitées, les concentrations protéines C-réactive étaient de 20,1%, 26,7%, 29,6% et 29,8% plus faibles chez les individus nourris au sein pendant moins de trois mois, trois à six mois, 6-12 mois et plus de 12 mois.

"Plus le nourrisson est allaité longtemps, moins il développe à l'âge adulte des protéines C-réactive. Plus il est protégé de l'inflammation chronique et des maladies cardio-vasculaires"

explique le Dr Thomas McDade, professeur à la Northwestern University et auteur principal de l'étude. "Les résultats de cette étude mettent en avant l'importance de l'allaitement pour toute la vie. C'est une raison de plus pour promouvoir et soutenir l'allaitement maternel et informer les femmes que de sa durée a un vrai impact sur la santé. Une simple prise de conscience qui pourrait réduire ces disparités dans le risque d'inflammation".

L'OMS rappelle que "le lait maternel est l'aliment idéal pour les nouveau-nés. Il apporte tous les nutriments nécessaires à leur développement et contient des anticorps qui les protègent de maladies courantes telles que la diarrhée et la pneumonie, les deux premières causes de mortalité de l'enfant dans le monde" et insiste sur le fait que "l'allaitement maternel exclusif doit être prolongé au-delà de 3-4 mois, âge où de nombreuses mamans songent souvent à la diversification alimentaire".



Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Ligue I Mobilis (19e journée)

La JSK au pied du mur, le MCO pour confirmer

Leicester City
Mahrez ne jouera pas
contre Manchester City

■ C'est sans Riyad Mahrez que Leicester affrontera Manchester City ce samedi (18h30) dans le cadre de la 27e journée de Premier League. Claude Puel, l'entraîneur de Leicester, a confirmé ce jeudi qu'il ne convoquera pas l'international algérien pour cette rencontre. En fin de mercato, Riyad Mahrez aurait pu quitter Leicester pour Manchester City, mais il a été retenu par ses dirigeants. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase puisque le joueur ne s'est toujours pas présenté à l'entraînement depuis la clôture du mercato hivernal.

Parmi ceux qui suivent attentivement ce feuilleton, il y a le sélectionneur algérien Rabah Madjer. Dans un entretien à Goal, l'ancien attaquant du RC Paris confiait dimanche : «Mahrez mérite mieux que Leicester. Mais il ne faut pas oublier non plus que c'est Leicester qui l'a mis sur les bons rails. (...) Moi, je lui conseille de reprendre l'entraînement et de travailler dur, même si le transfert ne s'est pas fait.» Un conseil que Mahrez n'a donc pas encore mis en pratique.

Match amical
Algérie-Tanzanie,
le 22 mars à Alger

■ La sélection nationale de football donnera la réplique à son homologue tanzanienne dans un match amical prévu le 22 mars prochain au stade du 5 Juillet 1962 (Alger), a indiqué ce jeudi l'entraîneur national, Rabah Madjer.

Selon la même source, les Verts disputeront deux autres joutes amicales face à l'Iran et au Portugal respectivement en mars et juin 2018. Un autre match amical est envisageable pour les camarades de Brahim, en juin prochain aussi, reste à déterminer l'adversaire.

Qatar

Hamroun et
Bounedjah buteurs

■ Al Sadd toujours en lutte avec Al Duhail de Belmadi pour le titre a battu Al Rayann 2-0 dans le «classico» Qatari grâce à ses deux algériens Hamroun et Bounedjah qui faisait son retour.

C'est donc Jugurtha Hamroun, récemment élu joueur du mois de janvier qui ouvre le score en marquant son 9e but de la saison de belle manière en lobant le gardien après un service délicieux de Xavi (44').

Hamroun est remplacé à la 74e minute par Baghdad Bounedjah qui effectuait son retour après deux mois et demi d'absence et c'est presque sans surprise qu'il double la marque cinq minutes après son entrée en reprenant une balle qui a ricoché sur les montants du gardien (79e) après un corner de Xavi. C'est son 7e but en cinq titularisations seulement. Ainsi donc Al Sadd reste 2e au classement de la QSL à deux points d'Al Duhail.



Les deux derniers matchs de la Ligue I Mobilis propose des chocs qui promettent entre la JSK et le NAHD, d'un côté et le MCO et le DRBT d'un autre. Se trouvant dans une situation très délicate et menacée de relégation en Ligue II, la JS Kabylie est au pied du mur et se trouve plus que jamais contrainte de l'emporter dans sa

confrontation face aux Sang et Or et qui se joue à huis clos après la sanction qui s'est abattue sur elle lors du dernier match face au PAC, après que les fans des Canaris eurent jeté des projectiles sur le terrain. Les poulains de Saâdi savent ce qui les attend désormais et sont conscients du fait qu'ils doivent se donner à fond s'ils souhaitent

s'en sortir et quitter le tunnel dans lequel ils se trouvent depuis quelques temps. La direction avec le nouveau patron Mellal, élu mercredi passé à la tête du conseil de la direction, jouera certainement la carte de la motivation financière pour emmener les joueurs à redoubler d'efforts pour l'emporter, en l'absence du douzième homme qui manquera à l'appel, ce qui n'est pas fait pour les rassurer. Les Kabyles savent que leur mission ne sera pas de tout repos face à la formation algéroise du Nasria qui se déplacera en conquérant et qui fera tout ce qui est de son possible pour remporter les trois points du succès. Le coach, Dziri, demeure confiant et compte sur la rage de vaincre de ses poulains pour revenir avec le meilleur résultat possible. Dans l'autre match du jour, le Mouloudia d'Oran donnera la réplique sur son ancre du stade du 19 juin au DRB Tadjenant, dans un match de la confirmation après le nul ramené de son déplacement à Alger face au NAHD. Les Hamraoua sont conscients du fait qu'ils doivent l'emporter s'ils souhaitent rester dans cette même dynamique et donc de continuer leur avancée au classement. Toutefois, le Difaâ est dans une situation telle qu'elle souhaite au moins réussir le nul pour s'éloigner de la zone rouge.

Imad M.

■ Le programme :
Samedi 10 Février 2018 à 16h :
JSK-NAHD
MCO-DRBT

Championnat d'Afrique de Lutte (1e j)

10 médailles pour l'Algérie dont 3 en or

■ La sélection algérienne de lutte associée (cadets/cadettes) a décroché dix médailles (3 or, 2 argent et 5 de bronze), mercredi lors de la première journée des championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminine) qui se déroulent du 7 au 11 février à Port Harcourt au Nigeria.

La première journée, consacrée à la catégorie des cadets (gréco-romaine) et cadettes, a été très prolifique pour la sélection algérienne qui a brillamment entamé le rendez-vous africain en attendant la suite des épreuves programmées pour les quatre prochaines journées.

Chez les cadets (gréco-romaine), cinq médailles (2 or, 2 argent et 1 de bronze). Les deux médailles d'or ont été décrochées par Mohamed Yacine Dridi (48 Kg) et Fadi Roubah (80 Kg), alors que les deux médailles d'argent ont été l'œuvre d'Omrane Cherrad (45 Kg) et Ahmed Abdelhakim Merikhi (60 Kg). Bassim

Sbaâ (71 Kg) a décroché le bronze.

De leur côté, les cadettes algériennes sont également distinguées en allant chercher cinq médailles (1 or et 4 de bronze). La médaille d'or a été l'œuvre de Souad Malek Bouksir (53 Kg).

Les quatre médailles de bronze ont été remportées par : Souhila Larbi (43Kg), Farida Arabi (49 kg), Chaimaa Kaddour (57 Kg) et Naima Benaroum (65 kg).

La journée de jeudi sera consacrée aux tours préliminaires et finales de la lutte libre (cadets). Quarante-six athlètes des sélections algériennes des luttes associées cadets, juniors et seniors (garçons et filles) prennent part au rendez-vous africain de Port Harcourt (Nigeria).

L'Algérie est représentée par 15 athlètes seniors (8 Gréco-romaine, 4 en lutte libre) dont trois dames, 13 athlètes chez les juniors garçons (4 Gréco-romaine, 5 en lutte libre) et

quatre filles, 18 chez les cadets (6 Gréco-romaine, 7 en lutte libre) et cinq filles.

Les sélections algériennes sont conduites par les staffs techniques composés des entraîneurs: le Roumain Rusu Dumitru Cornel, Benjedaâ Mazouz, Aoune Fayçal, Salim Chami, Benrahmoun Mohamed, Messaoud Zeghdane, Naanaa Abderrahmane et Boukrif Mofida.

La direction des équipes nationales (DEN) compte énormément sur la participation de la catégorie des cadets et cadettes puisque ces championnats d'Afrique seront qualificatifs aux Jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ-2018) de Buenos Aires en Argentine (6 au 18 octobre).

Lors des derniers championnats d'Afrique 2017 (cadets, juniors, seniors et féminine) organisés à Marrakech au Maroc, les sélections algériennes avaient décroché 36 médailles (14 or, 15 argent et 7 bronze).

Judo/Grand Slam de Paris

Neuf Algériens engagés

■ Neuf (9) judokas algériens dont 4 dames prendront part au Grand Slam de Paris, prévu samedi et dimanche dans la capitale française, a appris l'APS de la Fédération algérienne de judo (FAJ).

Chez les messieurs, la sélection nationale sera présente avec Houd Zourdani (-66 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Fathi Nourim (-73 kg), Lyes Bouyacoub (-100 kg) et Mohamed-Amine Tayeb (+100 kg).

La gent féminine sera représentée par Meriem Moussa (-52 kg), Amina Belkadi (-63 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah

(+78 kg).

«C'est un tournoi très important surtout que le niveau est très élevé. Sur les chances des Algériens, nous avons pour objectif d'atteindre le 3e tour chez les messieurs et le 2e tour chez les dames. Ce sera très difficile de rivaliser avec des judokas qui ont beaucoup de moyens et jouent souvent le podium lors des grandes compétitions internationales», a indiqué jeudi le Directeur technique national (DTN) de la FAJ, Abdenour Grioua.

Selon la même source, les judokas algériens engagés ont pris part à un stage de préparation en vue de

cette échéance mondiale.

«Les messieurs étaient en stage de préparation au centre de Ghermoul (Alger-Centre) alors que les dames ont bénéficié d'un regroupement au niveau du Lycée sportif de Draria (Alger), a-t-il fait savoir.

Les judokas algériens seront encadrés à Paris par l'entraîneur national Amar Benyekhlef tandis que les dames seront sous la conduite des entraîneurs Omar Rbahi et Mohamed Sadari. Un total de 429 judokas (248 messieurs et 181 dames) représentant 73 pays seront présents au rendez-vous parisien.

Cyclisme/Championnats d'Afrique sur piste

Nouvelle médaille d'argent
pour l'Algérie

■ Youcef Boukhari a offert à l'Algérie sa 4e médaille, la 2e en argent, dans les 13es championnats d'Afrique de cyclisme sur piste. L'athlète junior a pris la deuxième place de l'épreuve du kilomètre, mercredi à Casablanca (Maroc) lors de la 1ère journée des épreuves. La première médaille d'argent a été l'œuvre de l'équipe du sprint élite. Quant aux deux breloques en bronze, elles ont été remportées par l'équipe du sprint junior et par l'équipe élite dans l'épreuve de la

poursuite. A noter que les épreuves programmées mercredi après-midi ont été reportées en raison des fortes pluies qui se sont abattues sur Casablanca. Pour rappel, cette compétition qui se déroule dans le vélodrome de Anfa est inscrite au calendrier Africa Tour de l'Union cycliste internationale (UCI), voit la participation d'une dizaine de pays. Elle est également qualificative pour le championnat du monde qui aura lieu du 28 février au 4 mars 2018 à Apeldoorn, aux Pays-Bas.

Violences conjugales au Maroc Plusieurs milliers d'hommes battus chaque année

Plusieurs milliers d'hommes sont battus par leurs femmes chaque année au Maroc, indique le Réseau marocain pour la défense des droits de l'homme, précisant que près de 23 000 cas de violences ont été enregistrés par l'association. Interrogé jeudi par le journal *Aujourd'hui le Maroc*, le président du Réseau marocain pour la défense des droits de l'homme, Abdelfattah Bahjaji, fait part de «près de 23 000 cas de violences envers les hommes depuis la création de son association». «Rien que l'année dernière, ils étaient près de 2 500 hommes à avoir dénoncé les violences», a-t-il dit. Pour le militant associatif, «le nombre d'hommes violentés est beaucoup plus important», car son «association ne tient pas compte des appels téléphoniques reçus». «Ces statistiques ne tiennent pas compte des appels téléphoniques. En moyenne, nous recevons 2 à 3 appels d'hommes victimes de violence chaque jour. Il nous arrive parfois de recevoir jusqu'à 10 appels», affirme-t-il. Plusieurs cas graves ont été recensés par son association, comme «un jeune de 26 ans qui a eu la mâchoire cassée après les violences de sa femme et de sa belle-mère». De même que le cas d'«un homme de 67 ans qui a été blessé à la tête après les violences de sa femme et de sa belle-soeur». «Et tout est utilisé pour frapper son conjoint. Cela va des coups de poing aux gifles, en passant par les morsures et des coups de couteau», selon la même source. Même si elles sont rares, «plusieurs cas de violences sexuelles» lui ont été signalés.

Y. R.

Mouvement de protestation dans le Rif Prison ferme pour un avocat

La justice marocaine a condamné jeudi un des avocats du mouvement de protestation dans le Rif (nord) à 20 mois de prison ferme, une première depuis le début du Hirak en octobre 2016, selon des médias. Me Abdessadek El Bouchtaoui, avocat et membre du Comité de défense des détenus d'Al-Hoceïma, a été condamné par le tribunal de première instance de cette ville pour «incitation à commettre des crimes et délits», «incitation à participer à une manifestation non autorisée», ou encore «outrage à des fonctionnaires», a-t-il indiqué. L'avocat, qui a également écopé d'une amende de 500 dirhams (45 euros), a précisé qu'il «fera sans doute appel» de ce jugement. Me El Bouchtaoui dénonçait fréquemment les «procès inéquitables» des protestataires du Rif depuis le début de la contestation. «J'ai été condamné pour mes publications dénonçant la réaction des autorités face à des manifestations pacifiques et les arrestations dans les rangs des manifestants», a poursuivi cet avocat, cité par l'AFP. «Ce jugement fait suite à une série de pressions visant à me faire taire», a-t-il dénoncé, précisant qu'il restait en liberté jusqu'à confirmation de la peine en appel ou à la cour de Cassation. Le Hirak, né en octobre 2016 dans le nord du royaume après qu'un poissonnier, Mohcine Fikri, ait été tué broyé par un camion à ordures alors qu'il essayait de récupérer son poisson confisqué par la police, a agité la région du Rif pendant plusieurs mois pour réclamer son désenclavement. Les autorités ont arrêté plus de 400 personnes, et des dizaines de peines de prison ont été prononcées.

Y. L.



Tamanrasset

Un terroriste se rend aux autorités militaires



Un terroriste en possession d'un pistolet mitrailleur et un chargeur garni s'est rendu jeudi aux autorités militaires à Tamanrasset, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par les unités de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, le 08 février 2018, aux autorités militaires à Tamanrasset/6^e RM, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et un chargeur garni», souligne la même source précisant qu'«il s'agit du terroriste dénommé A. Malek dit Abou Malbo, qui avait ral-

lié les groupes terroristes en 2014».

Ces résultats positifs réalisés à travers les différentes Régions militaires, «témoignent de la parfaite maîtrise de nos forces armées dans l'accomplissement de leurs missions avec efficacité et professionnalisme pour asseoir la sécurité et la quiétude sur l'ensemble du territoire national», conclut le communiqué.

Par ailleurs, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mercredi à Bouira par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) alors que deux bombes artisanales ont été détruites dans la même wilaya, indique jeudi un com-

muniqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 07 février 2018, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes à Bouira (1^{ère} Région militaire), tandis que deux bombes de confection artisanale ont été détruites dans la même wilaya», précise la même source.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP «a récupéré, à In Guezzam (6^e Région militaire) trois pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et cinq chargeurs garnis, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Batna (5^e Région militaire) un individu en possession de six armes à feu, une quantité de munitions et une paire de jumelles».

Aussi, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a intercepté, à Tamanrasset (6^e Région militaire), huit contrebandiers et saisi divers outils d'orpaillage, alors que d'autres détachements ont appréhendé, à Ouargla et El Oued (4^e Région militaire), sept contrebandiers et saisi deux camions, 21 068 unités de différents boissons, 34 quintaux de tabac et 560 unités d'articles pyrotechniques».

Y. T.

Bouira

Démantèlement de deux réseaux de malfaiteurs

Deux réseaux de malfaiteurs composés d'une dizaine d'individus ont été démantelés par les services de la brigade de la police judiciaire de la wilaya de Bouira lors d'opérations menées à Kadiria (Ouest) et à Sour El Ghozlane (Sud), a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Le premier réseau est spécialisé dans le vol de locaux commerciaux et de bijouteries, et est constitué de six personnes, cinq originaires de Réghaïa (Alger) et un autre de Kadiria. Leur arrestation a eu lieu plusieurs jours après une vaste enquête menée par les

éléments de la police judiciaires à Bouira et à Alger suite à une plainte déposée le 7 janvier dernier par un propriétaire d'une bijouterie, victime d'une agression suivie d'un vol.

Après un minutieux travail de collaboration entre les services de sécurité de Bouira et ceux d'Alger, les six individus accusés de vol, d'agression et de constitution de groupe de malfaiteurs, ont été arrêtés et présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Lakhdaria. Dans la ville de Sour El Ghozlane, à une trentaine de km au sud du chef-lieu de wilaya, les services de sécurité ont aussi arrêté et démantelé un autre réseau

ACTU...

Pour s'engager
sur d'autres terrains

Saïd Sadi annonce son retrait du RCD

L'ancien président et membre fondateur du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, a annoncé, hier à Alger, qu'il ne sera plus un «militant structuré» du RCD, à l'occasion de la tenue du 5^{ème} congrès du parti.

S'exprimant dans sa dernière déclaration en tant que militant structuré, M. Sadi a indiqué dans un discours prononcé devant les militants et les cadres dirigeants du parti qu'il sera engagé dans d'autres registres et sur d'autres terrains. «Mais je partagerai toujours avec vous nos postulats éthiques et j'honorerai comme au premier jour nos professions de foi», a-t-il ajouté. Les travaux du 5^{ème} congrès du RCD ont débuté hier à Alger avec pour ordre du jour la présentation du bilan du mandat du président sortant, Mohcine Belabbas (2012-2018), et l'élection du président du parti pour les cinq prochaines années. R. K.

Tlemcen

Des faux monnayeurs arrêtés

Les services de la Gendarmerie nationale ont démantelé, mercredi à Tlemcen, un réseau de trafic de la fausse monnaie étrangère, a-t-on appris, jeudi, de ce corps de sécurité. Agissant sur renseignements, les gendarmes enquêteurs de la section de recherches relevant du groupement de la Gendarmerie nationale de Tlemcen ont arrêté quatre personnes à bord d'un véhicule, en possession de 40 liasses de coupures en spécial devant être transformées en faux euros. Une saisie similaire de 13 autres liasses du même genre de papier a été opérée également au domicile d'un membre de ce réseau. Au total ce sont quelque 6 500 coupures préparées pour être transformées en faux billets de 200 euros et autres, selon la même source. Une enquête a été ouverte sur les tenants et aboutissants de cette affaire. R. T.

Skikda

Arrestation de trafiquants de pièces de monnaie anciennes

La brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Collo (à l'ouest de Skikda) a procédé cette semaine à l'arrestation de trois individus âgés entre 28 et 38 ans versés dans le trafic de pièces de monnaie anciennes, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. Ces trois personnes, originaires de la commune de Hamma Bouziane (wilaya de Constantine), ont été arrêtés à bord d'une voiture touristique au centre-ville de Collo, en possession de 128 pièces de monnaies remontant à l'époque numide, a indiqué hier cette même source qui a précisé que les trois prévenus s'approprièrent à écouler ces pièces de monnaie archéologiques auprès de l'un de leurs clients à raison de 3 000 DA l'unité. Les trois mis en cause dans cette affaire ont été présentés, jeudi, devant les instances judiciaires concernées avant d'être placés sous mandat de dépôt. O. F.

O. F.

O. F.